

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le - 1 FEV. 2018

TÉLÉDOC 242
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

LE MINISTRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS
À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES
ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

NOR CPAB1800645C
N° interne DF-1BE-18-3679

à l'attention de Mesdames et Messieurs
les responsables de la fonction financière ministérielle,
les directeurs des affaires financières, les
responsables de programmes

Objet : Préparation des rapports annuels de performances de l'exercice 2017.

P.J. : 1 dossier

La présente circulaire précise les exigences liées aux rapports annuels de performances (RAP) et définit le calendrier conduisant à leur transmission à la Cour des comptes puis à leur dépôt au Parlement.

Les RAP de l'exercice 2017 doivent être transmis à la direction du budget *via* l'application Farandole **avant le 16 mars 2018** pour les lots « Performance », « Justification au premier euro » (JPE) et « Opérateurs », et **avant le 21 mars 2018** pour le lot « Comptabilité d'analyse des coûts » (CAC). Les RAP des missions « Travail et emploi » et « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », qui feront l'objet d'une analyse approfondie par la Cour des comptes, sont soumis à un calendrier spécifique et devront être transmis à la direction du budget avant le 2 mars 2018.

I- Les RAP sont le principal support d'analyse de l'exécution et de la qualité de la gestion

La rédaction d'un RAP pour chaque programme du budget de l'État est prévue par l'article 54¹ de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Le RAP est l'occasion pour le responsable de programme de rendre compte de sa gestion auprès du Parlement et de l'ensemble des citoyens « *en mettant en évidence les écarts avec les prévisions des lois de finances de l'année considérée, ainsi qu'avec les réalisations constatées dans la dernière loi de règlement* ».

¹ « Sont joints au projet de loi de règlement [...] les rapports annuels de performances, faisant connaître, par programme, en mettant en évidence les écarts avec les prévisions des lois de finances de l'année considérée, ainsi qu'avec les réalisations constatées dans la dernière loi de règlement :

- a) les objectifs, les résultats attendus et obtenus, les indicateurs et les coûts associés ;
- b) la justification, pour chaque titre, des mouvements de crédits et des dépenses constatées, en précisant, le cas échéant, l'origine des dépassements de crédits exceptionnellement constatés pour cause de force majeure ;
- c) la gestion des autorisations d'emplois, en précisant, d'une part, la répartition des emplois effectifs [...], ainsi que les coûts correspondants et, d'autre part, les mesures justifiant la variation du nombre des emplois présentés selon les mêmes modalités ainsi que les coûts associés à ces mesures ;

Le RAP est donc le principal support d'analyse de l'exécution et de la qualité de la gestion. C'est à ce titre que les rapporteurs spéciaux du Parlement demandent régulièrement qu'une plus grande attention soit accordée à la **justification précise et circonstanciée des écarts constatés par rapport aux prévisions** dans les parties « Justification au Premier Euro » et « Performance ».

II- Calendrier

La direction du budget transmettra les RAP à la Cour des comptes le 13 avril 2018 puis ils seront déposés au Parlement le 31 mai 2018 au plus tard, conformément à l'article 46 de la LOLF².

Afin de respecter ces échéances et compte tenu des expériences des années passées, la livraison des différents lots par les ministères à la direction du budget est échelonnée et doit impérativement intervenir :

- avant le 16 mars 2018 pour les lots « Performance », JPE et « Opérateurs » ;
- avant le 21 mars 2018 pour le lot « CAC ».

Les jetons de l'application Farandole seront repris par la direction du budget à ces dates.

À la demande de la Cour des comptes, et de façon à permettre une étude plus détaillée sur les sujets sur lesquels elle souhaite faire porter tout particulièrement ses analyses, les **RAP des missions « Travail et emploi » et « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »** devront être livrés à la direction du budget avant le 2 mars 2018 pour transmission à la Cour des comptes avant le 23 mars.

Ces livraisons s'effectuent via l'application Farandole (cf. Annexe 11), ouverte à la saisie des ministères du 1^{er} février 2018 au 16 mars 2018. Les données d'exécution de l'exercice étant préalablement chargées par la direction du budget dans l'application, les travaux de saisie des ministères pourront commencer dès l'ouverture de l'application. Un second chargement des données d'exécution définitives interviendra le 1er mars 2018 après l'arrêt des données comptables par la direction générale des finances publiques.

Enfin, nous vous rappelons que les RAP des programmes des budgets annexes et comptes spéciaux sont soumis au même calendrier et aux mêmes exigences qualitatives que ceux des programmes du budget général. En particulier, **les commissions des finances des deux assemblées ont exprimé des attentes en matière de « justification au premier euro » des recettes exécutées.**

Une réunion de présentation de l'application Farandole organisée par la direction du budget à destination des agents des ministères est prévue le 6 février 2018. Les modalités d'inscription à cette réunion sont précisées en annexe 1.

Pour le Ministre et par délégation
La directrice du budget

Comme évoqué avec le DAF, nous travaillons par ailleurs pour l'élaboration progressive des RAP / RAP d'après l'exercice 2019.

Amélie VERDIER

d) la présentation des emplois effectivement rémunérés par les organismes bénéficiaires d'une subvention pour charge de service public. »

² « Le projet de loi de règlement, y compris les documents prévus à l'article 54 [...], est déposé et distribué avant le 1^{er} juin de l'année suivant celle de l'exécution auquel il se rapporte. »

Annexe 1 : Calendrier de la préparation des RAP 2017

ÉCHEANCES	TRAVAUX
Jeudi 1^{er} février 2018	Chargement des données d'exécution budgétaire 2017 Ouverture de l'application Farandole aux ministères 1^{ère} recopie des données d'exécution de la comptabilité budgétaire (D98) dans le module CO de Chorus – AIFE
Février 2018	Réunions techniques du projet de loi de finances pour 2019
Mardi 6 février 2018 de 9h30 à 12h30	Présentation de l'application Farandole Un message a été envoyé à ce sujet le 18 janvier. Les capacités d'accueil de la salle sont maintenant dépassées.
Mardi 20 février 2018	CAC : Exécution de la variante 98-99 , pour les volets « dépenses complètes » dans Chorus dans la version finale du gestionnaire par les gestionnaires ministériels après validation de la DB et des DCB
Mardi 27 février 2018	Recopie des données d'exécution de la comptabilité générale (C98) dans le module CO de Chorus – AIFE
Jeudi 1er mars 2018	Chargement des données d'exécution 2017 définitives dans Farandole
Vendredi 2 mars 2018	Date limite de livraison à la direction du budget des RAP des missions « Travail et emploi », « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », via l'application Farandole.
Vendredi 16 mars 2018	Date limite de livraison à la direction du budget des lots « Performance », JPE et « Opérateurs » via l'application Farandole
Mercredi 21 mars 2018	CAC : Finalisation générale des travaux pour les deux volets (budgétaire et comptabilité générale) et livraison du jeton CAC par mission
Vendredi 23 mars 2018	Livraison des RAP prioritaires des missions « Travail et emploi » et « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » à la Cour des comptes par la direction du budget
Vendredi 13 avril 2018	Livraison des RAP à la Cour des comptes par la direction du budget
Avant le 1er juin 2018	Dépôt du projet de loi de règlement (et des RAP)

Annexe 2 : Présentation du bilan au niveau de la mission

La présentation du bilan de la programmation pluriannuelle au niveau de la mission doit impérativement comprendre les parties suivantes :

- a) **Un bilan stratégique de la mission** : ce bilan rend compte du niveau de réalisation de la stratégie pour la mission, telle qu'elle a été définie dans le PAP 2017, en s'appuyant notamment sur les indicateurs de mission et l'analyse des principaux leviers d'action. Ce bilan doit être cohérent avec les bilans stratégiques de chacun des programmes qui composent la mission, sans pour autant en constituer une simple reprise.
- b) **Un bilan des réformes intervenues ou ayant débuté en 2017**, notamment celles dont l'exécution était prévue pour l'année 2017 dans le PAP 2017 ou celles intervenues en complément. Cette partie, qui doit être renseignée avec une attention particulière, permet au lecteur de comprendre les grandes lignes des réformes dont la mise en œuvre a eu un impact sur les crédits en gestion 2017. Elle traite en particulier des économies réalisées sur les dépenses de fonctionnement et les dispositifs d'intervention.
- c) **Les indicateurs de niveau mission** : pour les indicateurs issus des programmes de la mission, seul le tableau des valeurs figure dans cette partie. Il est normalement intégré de manière automatique sous Farandole. Pour les indicateurs spécifiques, non issus des programmes, il conviendra de saisir, directement au niveau de la mission, les valeurs ainsi que les commentaires techniques et l'analyse des résultats obtenus en 2017.

Modalités pratiques d'intégration de cette partie

Les ministères saisissent ces présentations directement dans l'application Farandole dans l'espace dédié à cet effet.

Pour les missions interministérielles, le chef de file de la mission (*cf.* tableau *infra*) doit consolider l'ensemble des contributions afin de saisir cette partie dans l'application Farandole.

Tableau : Ministères « chef de file » pour les missions interministérielles

Mission	Ministère chef de file
Aide publique au développement	Europe et affaires étrangères
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	Armées
Cohésion des territoires	Cohésion des territoires
Enseignement scolaire	Éducation nationale
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Économie et finances
Médias, livre et industries culturelles	Culture
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation
Régimes sociaux et de retraite	Économie et finances
Relations avec les collectivités territoriales	Intérieur
Solidarité, insertion et égalité des chances	Solidarités et santé
Sport, jeunesse et vie associative	Sports

Annexe 3 : Présentation stratégique du programme, objectifs et indicateurs de performance

L'analyse des résultats des volets « Performance » des RAP 2017 constitue une des principales bases de la discussion entre les ministères et la direction du budget à l'occasion des conférences de performance organisées dans le cadre du projet de loi de finances pour 2019.

I - Bilan stratégique du programme

Le bilan stratégique rend compte de la réalisation de la stratégie définie pour chaque programme inscrit dans le PAP 2017 (partie « Présentation stratégique »).

Il s'agit d'un bilan de synthèse (deux pages maximum) réalisé par le responsable du programme incluant :

1. une analyse portant sur les résultats obtenus par le programme en matière de performance et une description de son évolution au cours de l'année 2017 ;
2. une synthèse de l'analyse des résultats (et/ou écarts par rapport aux prévisions) des indicateurs du programme, à la lumière des principaux événements intervenus en 2017 ;
3. des pistes pour préparer les orientations stratégiques du PAP 2019, en indiquant le cas échéant les incidences plus immédiates prévisibles sur l'exercice 2018.

Cette synthèse doit faire l'objet d'une présentation claire, mettant en évidence les enjeux stratégiques du programme, en évitant les développements détaillés.

II - Objectifs et indicateurs

a- Référence

La référence se rapporte à la maquette du PAP 2017, soit la liste des objectifs et indicateurs de performance annexés au PLF 2017. Les intitulés des objectifs et indicateurs restent ceux des PAP 2017, même s'ils ont évolué ou ont été supprimés dans les PAP 2018. En effet, le principe du « chaînage vertueux », inscrit à l'article 41 de la LOLF, lie les discussions de la loi de règlement 2017 et du projet de loi de finances 2019 afin de permettre aux parlementaires et aux responsables de programme de tirer les enseignements des résultats observés.

b- Données chiffrées

Sont mentionnés dans le RAP 2017, pour chaque sous-indicateur : le réalisé 2015, le réalisé 2016, la prévision initiale pour 2017 (celle du PAP 2017), la prévision actualisée pour 2017 (celle du PAP 2018), le réalisé 2017 et la valeur cible (en général 2017) inscrite en PAP 2017. Dans le cas particulier où des valeurs réalisées sont mises à jour et ne correspondent pas aux valeurs présentes dans les documents budgétaires précédents, mention en est portée, la logique des séries pluriannuelles de données devant être préservée au maximum.

La réalisation en 2017 des indicateurs de performance doit être renseignée. Si elle ne l'est pas, une explication de cette absence et un engagement sur une date de documentation doivent être apportés dans les commentaires techniques. En termes de format, les champs de données du tableau ne doivent pas être laissés vides, ni comporter les mentions du type « supérieur à », « inférieur à », « à la hausse », « à la baisse » (par défaut, il est préférable d'indiquer S.O. ou N.D.).

Rappel quant au champ : « Degré de réalisation » :

Pour chaque sous-indicateur, **un champ intitulé « Degré de réalisation »** doit être rempli sous Farandole. Il se situe sous le champ « Réalisation 2017 ». Les ministères le renseigneront en choisissant parmi l'une des cinq catégories suivantes : cible atteinte, amélioration, absence d'amélioration, données non renseignées, données non retenues. Ce champ, renseigné sous Farandole, **n'apparaîtra pas dans les documents budgétaires, mais alimentera le fascicule de synthèse les « Données de la performance »**. Il est donc important que ce champ soit exactement renseigné.

Pour qualifier la catégorie retenue, la méthodologie suivante sera appliquée. Il s'agit de la même méthodologie qui sera utilisée pour établir les « Données de la performance » sur les résultats de l'année 2017 :

- **Cible atteinte** : il s'agit des sous-indicateurs qui ont objectivement atteint leur prévision ou leur cible pour 2017 ; dans le cas d'atteinte de la prévision, la prévision la plus favorable sera retenue (entre l'initiale et l'actualisée).
- **Amélioration** : cette catégorie concerne les sous-indicateurs pour lesquels :
 - la prévision est absente ou exprimée en tendance, et la réalisation 2017 est meilleure que la réalisation 2016 ;
 - la prévision n'est pas atteinte mais la réalisation 2017 est meilleure que la réalisation 2016.
- **Absence d'amélioration** : il s'agit des sous-indicateurs pour lesquels :
 - la prévision est absente ou exprimée en tendance et la réalisation 2017 est moins bonne que la réalisation 2016 ;
 - la prévision n'est pas atteinte et la réalisation 2017 est moins bonne que la réalisation 2016.
- **Données non renseignées** : cette catégorie concerne les sous-indicateurs pour lesquels la réalisation 2017 n'est pas renseignée.
- **Données non retenues** : il s'agit des sous-indicateurs qui ne relèvent pas d'une réelle mesure de la performance (sous-indicateurs de contexte ou pour information par exemple). Ces sous-indicateurs n'entrent pas dans le calcul du taux de réalisation des cibles.

c- Commentaires techniques

Il convient de rappeler que cette partie doit être présentée de manière succincte, les développements relatifs à l'analyse des résultats étant réservés à la rubrique prévue à cet effet.

Le titre « Commentaires techniques » est généré automatiquement dans Farandole.

Ces commentaires apportent les précisions de définition indispensables à la bonne compréhension de l'indicateur : la source et le mode de calcul. Les ratios sont décomposés et expliqués.

Ils portent également sur la précision des chiffres fournis, qu'il s'agisse de la qualité de l'évaluation, de la fiabilité de la mesure ou du périmètre retenu. Il convient également de préciser, le cas échéant, si l'indicateur est en cours de fiabilisation.

La valeur présentée en réalisation 2017 doit être comparable, en termes de sources et de méthodologie, aux valeurs passées et à la prévision s'y rapportant.

Les commentaires techniques relatifs aux indicateurs transversaux reprennent les grandes lignes du mode de calcul présenté dans la circulaire relative à la préparation des volets « Performance » des PAP, en ajoutant le cas échéant une mention explicite des différences. S'agissant des indicateurs transversaux se rapportant à des fonctions support, il conviendra également de se référer à l'Annexe 6 *ter* « Fonctions support », par ailleurs jointe à la présente circulaire

d- Analyse, par objectif, des résultats et des écarts

Pour chaque objectif, après la présentation des valeurs des indicateurs, assorties des commentaires techniques mentionnés *supra*, une analyse des résultats est demandée. Cette analyse devra porter sur les écarts à la prévision initiale du PAP 2017 et montrera dans quelle mesure le programme a progressé ou non dans l'accomplissement de cet objectif. **La démarche de performance dépend largement de la qualité de l'analyse produite lors du RAP.**

Cette analyse pourra notamment s'appuyer sur la réponse aux questions suivantes :

- des évolutions stratégiques ont-elles été engagées lors de l'exercice ?
- le rythme de réalisation est-il satisfaisant ?
- des problèmes sont-ils relevés ? Sont-ils ponctuels ou récurrents ?
- dans ce dernier cas, des pistes de réformes ou des modifications sont-elles envisagées ? Ont-elles déjà été engagées ?
- si l'objectif est atteint : quels sont les éléments clés ayant permis sa réussite ? Quel a été l'impact du contexte ?
- *a contrario*, si l'objectif n'est pas atteint, les leviers d'action ont-ils été correctement mis en œuvre ? Etaient-ils pertinents ? Y a-t-il eu un contexte négatif imprévu ?
- quels enseignements en tirer ? Sur la mise en œuvre des leviers d'action ? Sur l'adéquation des leviers d'action ? Sur l'anticipation du contexte ?

Les responsables de programme doivent donner un sens aux résultats obtenus en les comparant aux objectifs formulés et en dégagant les zones d'amélioration potentielle et les initiatives et innovations mises en œuvre dès 2017 ou prévues sur l'exercice 2018.

Annexe 4 : Rédaction du lot JPE (dépenses de personnel)

La partie JPE des dépenses de personnel est quasiment inchangée par rapport au RAP 2016. Une seule modification (signalée par l'encadré **Nouveau**) concerne la mise à jour automatique de la ligne « Mesures catégorielles » du tableau « Eléments salariaux », à partir du tableau « Mesures catégorielles ».

Cette modification s'inscrit en finalisation des travaux de simplification et d'harmonisation de la présentation de la JPE des dépenses de personnel menés au cours des trois dernières années en RAP et en PAP .

Les ministères sont invités à consulter, dans le détail, pour chaque partie du document, les indications relatives aux contrôles de cohérence et aux calculs automatisés appliqués par l'outil FARANDOLE et signalés en police italique rouge.

Enfin, pour plus d'informations, la maquette du RAP 2017 sera disponible sur l'application FARANDOLE (page d'accueil / rubrique « Informations et Guides utilisateurs »), ainsi que le guide de saisie JPE et crédits.

1. Informations relatives aux emplois

Le renseignement des tableaux relatifs à l'évolution des emplois doit faire l'objet d'une attention particulière, car ils alimentent le tableau de synthèse sur l'ensemble des ministères figurant dans l'exposé général des motifs du projet de loi de règlement.

Dans l'application Farandole, les emplois sont gérés par action et catégorie d'emplois. Les plafonds d'emplois par programme sont reconstitués par agrégation des ETPT par action ou catégorie d'emplois. L'ETPT est l'unité exclusive de décompte de la consommation du plafond d'emplois.

■ EMPLOIS REMUNERES PAR LE PROGRAMME

Catégorie d'emplois	Emplois (ETPT)					
	Transferts de gestion 2016	Réalisation 2016	LFI + LFR 2017	Transferts de gestion 2017	Réalisation 2017	Écart à LFI + LFR 2017 (après transferts de gestion) 5 - (3 + 4)
	1	2	3	4	5	5 - (3 + 4)
A administratifs					999	
A techniques					999	
B et C administratifs					999	
B et C techniques					999	
Enseignants					999	
Total	0	0	0	0	999	0

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI	Mesures de transfert en LFI	Corrections techniques	Impact des schémas d'emplois pour 2017 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2016 sur 2017 (9)	dont impact du schéma d'emplois 2017 sur 2017 (10)
	6	7	8			
A administratifs	999	999	999			
A techniques	999	999	999			
B et C administratifs	999	999	999			
B et C techniques	999	999	999			
Enseignants	999	999	999			
Total						

- Le premier tableau a pour objet de présenter la consommation d'ETPT du programme par catégorie d'emplois au regard du PAE autorisé.

Les colonnes 1 à 4 sont automatiquement renseignées par l'application FARANDOLE à partir des données du RAP 2016, de la LFI + LFR 2017 et des décrets de transfert intervenus au cours de l'année 2017.

Pour rappel, les transferts de gestion s'entendent comme tous les mouvements de personnels impactant le plafond ministériel d'emplois¹ à la hausse ou à la baisse au sens de l'article 12-II de la LOLF². Ces transferts sont effectués par décrets publiés au Journal officiel. Ils ont généralement un caractère récurrent.

La colonne 5 « Réalisation 2017 » est renseignée par les ministères sur leur périmètre de gestion, c'est-à-dire en incluant les transferts d'emplois. Le périmètre de gestion correspond à celui de la restitution « INF-DPP-017 » de l'outil interministériel de décompte des emplois Chorus. Autrement

¹ Ne sont donc pas inclus dans la colonne « Transferts de gestion » les mouvements entre programmes d'un même ministère.

² « Des transferts peuvent modifier la répartition des crédits entre programmes de ministères distincts, dans la mesure où l'emploi des crédits ainsi transférés, pour un objet déterminé, correspond à des actions du programme d'origine. Ces transferts peuvent être assortis de modifications de la répartition des emplois autorisés entre les ministères concernés. ». Ainsi, les mises à disposition d'agents ne constituent pas des transferts.

dit, les transferts entrants ont vocation à consommer des ETPT et les transferts sortants à ne pas en consommer) – cf. *infra* : encadré « Détermination des consommations d’ETPT ».

Il est rappelé que la colonne « Réalisation 2017 » doit être mise à jour par les ministères à partir de la restitution CHORUS « INF-DPP-017 ». **Le détail des éventuels retraitements de ces données par les ministères doit être transmis au bureau sectoriel compétent de la direction du budget lors de la livraison du lot JPE (dépenses de personnel).**

La colonne « Écart à LFI + LFR 2017 (après transferts de gestion) » est automatiquement calculée par l’application Farandole selon la formule suivante :

$$\text{Écart à la LFI} = \text{Réalisation 2017} - (\text{LFI} + \text{LFR 2017} + \text{Transferts de gestion 2017})$$

Un écart positif signifie un dépassement du plafond indicatif par programme voté en LFI + LFR, corrigé des transferts de gestion. Un écart négatif signifie une sous-consommation des ETPT autorisés en LFI + LFR corrigés des transferts de gestion.

Les éventuels dépassements du plafond d’emplois au niveau du programme ou de la catégorie d’emplois, par rapport à la LFI, doivent être justifiés sur la base de l’analyse des écarts entre prévision et exécution, s’agissant des entrées-sorties, des mesures de transfert et de périmètre ou d’éventuelles difficultés techniques liées à la construction du plafond.

Il est absolument nécessaire de bien distinguer les transferts d’emplois en gestion (tels que décrits ci-dessus) des mesures de transfert en LFI et de périmètre en LFI prises en compte dans la construction des plafonds en loi de finances initiale (d’un côté, transferts entre l’État et ses opérateurs ou entre ministères, et de l’autre, mesures dites de périmètre, y compris mesures de décentralisation).

- Le second tableau a pour objet notamment de présenter, par catégorie d’emplois, l’impact en ETPT des schémas d’emplois à périmètre constant, i.e. hors mesures de transferts et de périmètre, transferts de gestion et corrections techniques. Leur contenu doit avoir fait l’objet d’échanges préalables avec le bureau sectoriel compétent de la direction du budget. Les commentaires du tableau les détaillent précisément (cf. *infra*).

Les colonnes 6 et 7 « mesures de périmètre en LFI » et « mesures de transfert en LFI » sont à renseigner par les ministères.

La colonne 8 « corrections techniques » est à renseigner par les ministères. Les corrections techniques correspondent notamment à des mesures d’ordre, traduisant l’affinement des mécanismes de décompte des emplois et n’ayant aucun impact sur les recrutements et la masse salariale (exemple : intégration sous plafond d’une catégorie de personnels rémunérés sur le T2 mais précédemment non décomptés) ou bien des mesures d’ajustement du plafond en fonction de la réalité des consommations d’ETPT constatées les années précédentes. Les corrections techniques intègrent également la traduction en ETPT des flux entre catégories -non pris en compte dans le schéma d’emplois en ETP- résultants des promotions internes.

La colonne « Impact des schémas d’emplois pour 2017 » permet d’isoler la variation des effectifs en ETPT imputable au solde des entrées et des sorties (ou schéma d’emplois 2017 en ETP). Le résultat de cette colonne agrège l’impact 2017 du schéma d’emplois 2017 tel qu’il est présenté dans le tableau « Evolution des emplois » (cf. *infra*) et l’impact en 2017 du schéma d’emplois 2016 tel qu’il est présenté dans le RAP 2016 (ou effet « extension année pleine » du schéma d’emplois 2016 sur 2017).

Cette colonne est calculée de façon automatique par l’application Farandole selon la formule suivante :

Impact du schéma d'emplois = (Réalisation 2017 – Transferts de gestion 2017) – Effets des mesures de transferts en LFI, de périmètre en LFI et des corrections techniques – (Réalisation 2016 – Transferts de gestion 2016)

Deux colonnes permettent par ailleurs de détailler, au sein de cet impact, l'effet sur 2017 du schéma d'emplois 2016 (extension année pleine) et l'effet du schéma d'emplois 2017 (effet année courante).

La colonne 9 « dont EAP du schéma d'emplois 2016 sur 2017 » est automatiquement alimentée à partir des données présentées dans les RAP 2016 (volumes et dates moyennes des entrées et sorties). Pour assurer une parfaite cohérence entre les données du RAP 2016 et celles du RAP 2017, ces données ne sont pas modifiables.

La colonne 10 « dont impact du schéma d'emplois 2017 sur 2017 » correspond à l'effet année courante du schéma d'emplois 2017. Cette colonne est automatiquement calculée par l'application FARANDOLE à partir des données du tableau « Evolution des emplois ». Par souci de cohérence, ces données ne sont pas modifiables.

Enfin, il est également demandé d'expliquer, en commentaire du tableau, l'évolution de la consommation du PAE entre 2016 et 2017. Des informations détaillées sur les mesures de transfert et/ou de périmètre y participent, de même qu'un rappel de l'impact du schéma d'emplois 2016 sur 2017.

En revanche, à l'instar des années précédentes, les éléments concernant l'impact en ETPT du schéma d'emplois 2017 peuvent utilement être présentés dans le commentaire du tableau de l'évolution des emplois en ETP à périmètre constant (cf. ci-dessous).

— EVOLUTION DES EMPLOIS

Catégorie d'emplois	Sorties	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées	dont primo recrutements	Mois moyen des entrées	(en ETP)	
							Schéma d'emplois Réalisation	Schéma d'emplois Prévision PAP
Titulaires et CDI en administration centrale	99	99	9,9	99	99	9,9	99	99
Titulaires et CDI dans le réseau	99	99	9,9	99	99	9,9	99	99
CDD et volontaires internationaux	99	99	9,9	99	99	9,9	99	99
Militaires	99	99	9,9	99	99	9,9	99	99
Agents de droit local	99	99	9,9	99	99	9,9	99	99
Total	999	999	9,9	999	999	9,9	999	999

Ce tableau retrace l'ensemble des flux d'entrée et de sortie qui concernent les personnels rémunérés sur les crédits de titre 2 du ministère (yc. les contractuels) et dont la rémunération est imputée sur un compte du plan comptable de l'État consommant le plafond d'emplois (cf. *infra* encadré « Détermination des consommations d'ETPT »), à l'exception toutefois des flux d'entrée et de sortie entre catégories d'emplois résultant des promotions internes (mise en œuvre des listes d'aptitude). Il est renseigné en ETP au périmètre de la budgétisation de l'année 2017. Le schéma d'emplois s'apprécie comme le solde des entrées et des sorties entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre inclus de l'année *n*.

Il doit être établi à périmètre constant, c'est-à-dire sans prendre en considération les transferts entre l'État et ses opérateurs, les transferts entre ministères (y compris transferts de gestion), les mesures de décentralisation, les autres mesures de périmètre et les éventuelles corrections techniques.

Les flux d'entrée doivent distinguer les primo-recrutements. Par primo-recrutements, il est entendu les recrutements par concours ou par examen professionnel d'agents qui n'étaient pas auparavant rémunérés par un ministère et les recrutements de contractuels. Les commentaires doivent également faire la distinction entre les agents titulaires et les agents contractuels.

De la même façon, les flux de sortie doivent distinguer les départs en retraite des autres départs (démissions, décès, radiations, fins de contrat, licenciements, détachements, etc.). Le nombre des départs en retraite doit avoir fait l'objet d'échanges avec le bureau sectoriel concerné de la direction du budget.

Enfin, l'information sur les dates moyennes d'entrée et de sortie doit permettre de reconstituer la variation en ETPT et de déterminer la valorisation financière des schémas d'emplois telle qu'exposée dans le tableau « Eléments salariaux ».

Les ministères remplissent ces dates moyennes d'entrée et de sortie par catégorie, impérativement avec un chiffre après la virgule. Par convention, le mois 1 correspond à une date d'entrée au 1^{er} janvier. Les mois moyens possibles se situent donc dans l'intervalle [1,0 ; 12,9]. Par exemple : 1^{er} janvier = 1,0 ; 1^{er} juillet = 7,0 ; 15 juillet = 7,5 ; 10 septembre = 9,3.

La colonne « Schéma d'emplois – Prévision PAP » est automatiquement mise à jour à partir des données du PAP 2017.

En commentaire du tableau, les ministères devront expliquer les écarts entre prévision et réalisation, en mobilisant notamment les éléments suivants :

- entrées : accroissement des recrutements par rapport aux prévisions (les raisons doivent être précisées) ; diminution des recrutements par rapport aux prévisions (compte tenu, par exemple, de gains de productivité), etc. ;
- sorties : accélération ou décalage des départs en retraite, etc. ;

■ EFFECTIFS ET ACTIVITES DES SERVICES

REPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	Prévision LFI (ETPT)	Réalisation 2017 (ETPT)	ETP au 31/12/2017
Administration centrale	99	99	99
Services régionaux	99	99	99
Services départementaux	99	99	99
Opérateurs	99	99	99
Services à l'étranger	99	99	99
Autres	99	99	99
Total	999	999	999

Les ministères remplissent le tableau relatif à la répartition des emplois du programme par service, en distinguant l'administration centrale du ministère, les services déconcentrés (départementaux et régionaux), les opérateurs, les services à l'étranger et, le cas échéant, dans la ligne « Autres », d'autres services (services à compétence nationale, etc.). Ce tableau doit être renseigné en ETPT et en ETP au 31 décembre 2017.

Ce tableau fait référence aux données de la LFI 2017 (en ETPT, hors LFR).
Les écarts entre prévision et réalisation doivent faire l'objet de commentaires.

Le total de la colonne « Réalisation 2017 (ETPT) » doit être égal au total de la colonne 5 « Réalisation 2017 » du tableau « Emplois rémunérés par le programme ».

Un contrôle automatique permet de s'en assurer.

Le total de la colonne « Prévision LFI » est automatiquement mis à jour par l'application FARANDOLE.

Le nombre d'emplois correspondant aux opérateurs doit être cohérent avec celui figurant dans la colonne « ETPT rémunérés par ce programme » du tableau de consolidation des emplois du volet « Opérateurs » du RAP.

Un contrôle automatique permet de s'assurer que les montants sont concordants. Toutefois, dans certains cas, il n'y a pas de concordance entre ces tableaux, notamment car le T2 d'un programme peut prendre en charge la rémunération d'emplois dans des opérateurs non rattachés à ce programme.

Deux lignes de saisie ont donc été créées dans Farandole (mais une seule ligne apparaît à l'impression) :

- *dont opérateurs rattachés au programme ;*
 - *dont opérateurs non rattachés au programme.*
- *Seule la ligne « opérateurs rattachés au programme » fait l'objet d'un contrôle de cohérence.*

Les élèves fonctionnaires dans les écoles, titulaires de l'administration en formation à l'extérieur du ministère, doivent être décomptés dans la ligne « Autres ». Les emplois inscrits sur la ligne « Autres » font l'objet de commentaires détaillés pour en préciser la nature.

REPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Prévision LFI ETPT	Réalisation ETPT
01	Patrimoine monumental et archéologique	XXX	XXX
02	Architecture	XXX	XXX
03	Patrimoine des musées de France	XXX	XXX
04	Patrimoine archivistique et célébrations nationales	XXX	XXX
07	Patrimoine linguistique	XXX	XXX
07-12	Acquisition et enrichissement des collections publiques	XXX	XXX
Total		XXXX	XXXX
Dont transferts de gestion			xxx

Les données de la colonne « Réalisation » sont l'agrégation des données saisies dans FARANDOLE par catégorie d'emplois au niveau de l'action ou de la sous-action, par la fonction « Saisir ETPT ». Ces données alimentent également le tableau « Emplois rémunérés par le programme ». Ce tableau fait référence aux données de la LFI 2017 (en ETPT, hors LFR). Les écarts entre prévision et réalisation doivent faire l'objet de commentaires.

Le total de la colonne « Prévision LFI » et la ligne « dont transferts de gestion » sont automatiquement mises à jour par l'application FARANDOLE.

■ INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Il est rappelé que les ministères qui ne font pas fait figurer dans la partie « Performance » l'indicateur d'efficience de la fonction « Ressources humaines » (ratio effectifs gérants/effectifs gérés) doivent prévoir l'insertion de cet indicateur dans la partie de la JPE « Dépenses de personnel ».

Encadré : Détermination des consommations d'ETPT

Afin d'assurer la cohérence interministérielle des informations transmises au Parlement, la détermination des consommations d'ETPT doit exclusivement se fonder sur les restitutions fournies par les applicatifs suivants, en fonction du périmètre :

Périmètre	Applicatif
Agents pris en charge par les applications de la PSOP (Budget général)	Chorus
Agents pris en charge par les applications de la PSOP (Budget annexe CEA)	INDIA-Rému
Agents pris en charge par les applications de solde du ministère de la Défense et de la Gendarmerie nationale, inclus dans les plafonds d'emplois Défense et Intérieur	Gendarmerie : Chorus Défense : Chorus
Agents pris en charge par les applications de solde du ministère de la Défense et de la Gendarmerie nationale, inclus dans des plafonds d'emplois d'autres ministères	Chorus Gendarmes : catégories d'emplois 1170, 1171 et 1172 Militaires : catégories d'emplois 1091 à 1094
Agents payés après mandatement, hors solde des militaires (HPSOP)	Chorus

Ces données font chaque année l'objet de **retraitements manuels**, transversaux ou spécifiques à chaque ministère, dont les modalités et la volumétrie doivent donner lieu à un échange préalable avec le bureau sectoriel compétent de la direction du budget et, le cas échéant, être mentionnées au sein du RAP.

Pour les ETPT de la PSOP, ces retraitements peuvent porter sur :

- la correction d'erreurs d'imputation de la rémunération de certains emplois sur les comptes du plan comptable de l'État : il arrive que des imputations des emplois soient faites à tort sur des comptes ne conduisant pas à consommation du plafond d'emplois et ne donnant lieu à aucune information. C'est notamment le cas de certains agents contractuels dont la rémunération a été imputée sur l'intitulé « Rémunération à l'acte, à la tâche, à l'heure » (comptes en 64113) ;

- les primo-entrants payés par acomptes, dès lors que ni le versement des acomptes, ni leur récupération ne donnent lieu dans les outils à un calcul d'ETPT ;

- les agents à demi-traitement maladie et les agents à temps partiel thérapeutique, qui décomptent non pas à hauteur de la durée effective de leur service mais au *pro rata* de leur rémunération : 0,5 ETPT pour les agents à demi-traitement maladie et 1 ETPT pour les temps partiel thérapeutique (car ils perçoivent l'intégralité de leur traitement).

Pour les ETPT hors PSOP calculés par Chorus, des retraitements manuels pourront être nécessaires :

- lorsqu'à la suite de l'utilisation de types de pièces inappropriés par des gestionnaires, des dépenses HPSOP auront été converties à tort en ETPT HPSOP par Chorus (remboursements de mises à disposition notamment). Pour mémoire, le paramétrage de l'application conduit à ne pas convertir certains types de pièces en ETPT HPSOP (rétablissements de crédits, remboursements de mise à disposition). L'utilisation par les gestionnaires de pièces autres que celles retenues dans le paramétrage peut conduire Chorus à calculer des consommations d'ETPT HPSOP non cohérentes avec les conventions de décompte définies par la direction du budget ;

- lorsque sur un programme, l'hétérogénéité des populations rémunérées en HPSOP rend peu pertinente la conversion en ETPT HPSOP des dépenses HPSOP sur la base d'une valeur moyenne définie par programme.

Enfin, des retraitements propres à chaque ministère sont également effectués le cas échéant : chaque fois que leur plafond d'emplois de LFI 2017 a été construit en retenant un volume d'emplois qui n'est pas restitué ou seulement partiellement restitué par les applicatifs de décompte, les ministères doivent ajuster leur consommation réelle d'emplois à due concurrence. Cette correction concerne pour l'essentiel les personnels recrutés localement.

Rappel concernant les règles de décompte des emplois :

Dès lors que l'État leur verse une rémunération principale au titre de leur activité, tous les personnels rémunérés sur le titre 2 ont vocation à consommer les plafonds d'emplois ministériels :

- sont ainsi pris en compte les besoins permanents (fonctionnaires, agents non titulaires) et les besoins temporaires (saisonniers ou occasionnels) ;

- le périmètre du plafond inclut également les agents en formation (notamment les élèves fonctionnaires ou les fonctionnaires stagiaires dès lors qu'ils sont rémunérés par l'État) et les agents qui bénéficient du maintien du traitement (congé maladie ordinaire, congé de longue maladie) à l'exclusion des agents en congé de longue durée ;

- en revanche, les besoins ponctuels qui peuvent être définis comme irréguliers, discontinus et momentanés et qui font l'objet du versement par l'État de rémunérations à l'acte, à la tâche ou à l'heure (indemnités de jurys, d'enseignement et de concours, vacations) en sont exclus, sauf exception.

D'autres personnels rémunérés sur le titre 2 ne consomment pas les plafonds d'emplois ministériels :

- les réservistes : réserve militaire, réserve de la police nationale, réserve judiciaire, réserve pénitentiaire, réserve sanitaire ;

- les agents à qui l'État ne verse que des prestations sociales (allocation d'invalidité temporaire, indemnisation de l'incapacité temporaire et permanente, allocation de retour à l'emploi, etc.).

Les personnels de l'État détachés auprès d'autres personnes morales (y compris les opérateurs de l'État), les agents recrutés et employés directement par les opérateurs et les personnels mis à disposition de l'État par d'autres personnes morales sont exclus des plafonds d'emplois ministériels.

Les personnels à qui l'État verse des honoraires, des frais d'expertise et de commission et les personnels intérimaires, sont également exclus des plafonds d'emplois ministériels (les dépenses correspondantes relèvent du titre 3).

2. Information relative aux crédits

Il est demandé aux ministères de vérifier, dans la rubrique « Analyse de l'exécution des dépenses hors personnel », le montant total de fongibilité asymétrique réalisé en 2017 et l'objet des principaux mouvements réalisés. Cette information fait l'objet d'une attention particulière du Parlement.

■ PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	Exécution 2015	Prévision LFI 2016	Exécution 2016
Rémunérations d'activité			999
Cotisations et contributions sociales			999
Dont contribution d'équilibre au CAS Pensions			999
CAS Pensions civils (y.c. ATI)			
CAS Pensions militaires			
Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)			
Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)			
Dont cotisation employeur FSPOEIE			
Dont autres cotisations			
Prestations sociales et allocations diverses			999
Total Titre 2 (y.c. CAS pensions)			999
Total Titre 2 (hors CAS pensions)			999

La mise à jour des données de ce tableau est entièrement automatisée.

Il est rappelé que l'éventuelle cotisation patronale au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État [FSPOEIE] pour les ouvriers de l'État est par convention imputée dans la partie hors CAS « Pensions », au contraire de la subvention d'équilibre au FSPOEIE.

Il est également rappelé que les commentaires relatifs aux cotisations CNAF et FNAL ne sont plus demandés.

Les prestations relatives aux « allocations pour perte d'emplois » doivent être détaillées en précisant le nombre de bénéficiaires et le montant versé. Les écarts entre prévision et réalisation doivent être commentés.

■ ÉLÉMENTS SALARIAUX

Les ministères apportent des éléments d'appréciation générale sur l'écart entre les crédits exécutés et les crédits inscrits en loi de finances, en s'appuyant notamment sur les données du tableau récapitulant les principaux facteurs d'évolution de la masse salariale en 2017.

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2016 retraitée	1 376,8
Exécution 2016 hors CAS Pensions	1 384,4
Impact des mesures de transferts et de périmètre 2016 / 2017	4,6
Débasage de dépenses au profil atypique	-12,1
dont GIPA	-1,5
dont indemnisation des jours de CET	-1,9
dont mesures de restructurations	-2,6
dont autres	-6,1
Impact du schéma d'emplois	26,4
EAP schéma d'emplois 2016	18,4
Schéma d'emplois 2017	8

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Mesures catégorielles	0,7
Mesures générales	3,7
<i>Rebasage de la GIPA</i>	1,9
<i>Variation du point de la fonction publique</i>	
<i>Mesures bas salaires</i>	1,8
GVT solde	4,2
<i>GVT positif</i>	20,9
<i>GVT négatif</i>	-16,7
Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA	9,5
<i>dont indemnisation des jours de CET</i>	2
<i>dont mesures de restructurations</i>	0,4
<i>dont autres</i>	7,1
Autres variations des dépenses de personnel	0,8
<i>dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23</i>	0,8
<i>dont autres</i>	0
Total	1 422

La ligne « Total » doit être égal au T2 HCAS du programme, soit : le total T2 figurant dans le tableau « Éléments transversaux au programme » moins le montant du CAS présenté dans le tableau « Présentation des crédits par catégorie et contributions employeur ». *Un contrôle automatique permet de s'assurer que le total correspond au T2 HCAS.*

Ce tableau a été construit de manière à expliquer l'exécution des crédits de titre 2 de l'année *n* (hors CAS « Pensions »³) par la somme de l'exécution retraitée des crédits de l'année *n-1* et des différents facteurs d'évolution de la masse salariale (exécution du schéma d'emplois, incidence des mesures générales, des mesures catégorielles et des glissements vieillesse-technicité [GVT] positif et négatif).

a) L'exécution 2016 doit être retraitée des mesures modifiant le champ d'intervention du programme : d'une part les mesures de périmètre (notamment décentralisation) et les mesures de transfert (transferts entre programmes, transferts vers ou depuis les opérateurs, transferts en gestion non récurrents), d'autre part les mesures salariales ayant une dynamique spécifique (garantie individuelle du pouvoir d'achat [GIPA], rachat de jours de compte épargne temps [CET], mesures de restructuration ou mesures non reconductibles). Ces derniers éléments, dits « débasés », sont ensuite réintégrés, dans une ligne spécifique pour la GIPA et de façon agrégée pour les autres dans la ligne « Rebasage de mesures au profil atypique – hors GIPA » (voir également plus bas).

Les montants inscrits sur la ligne « Impact des mesures de transferts et de périmètre » doivent être en cohérence avec le tableau des ETPT par catégorie d'emplois (« Emplois rémunérés par le programme »).

Le débasage de la GIPA est automatiquement renseigné à partir des données d'exécution du RAP 2016. Pour assurer une parfaite cohérence entre les données du RAP 2016 et celles du RAP 2017, ces données ne sont pas modifiables. Par ailleurs, la ligne « Rebasage de la GIPA » correspondant à l'exécution 2017 des dépenses de GIPA (*compte PCE/6412870000*) est automatiquement pré-renseignée à partir des données d'exécution Chorus.

Les ministères détaillent ensuite les principaux facteurs d'évolution de la masse salariale entre l'exécution 2016 retraitée et l'exécution 2017.

³ Les dépenses au titre du CAS « Pensions » sont imputées sur la catégorie 22 du titre 2 (cotisations et contributions sociales), sur les regroupements de compte 220 (contributions exceptionnelles au CAS « Pensions »), 221 (CAS « Pensions » civils + allocation temporaire d'invalidité civils), 222 (CAS militaires) et 225 (contributions au FSPOEIE et subvention du régime des pensions des cultes).

b) À cet effet, il convient de rappeler que le mode de calcul des économies ou coûts liés au schéma d'emplois et au GVT positif et négatif (ainsi que l'effet solde qui en résulte) doit être conforme à celui prévu dans la circulaire 2BPSS-16-4302 (NOR : ECFB1636305C) relative à l'actualisation de l'outil 2BPSS d'aide à la budgétisation des dépenses de personnel et à son annexe 1.

c) **Nouveau** La ligne « Mesures catégorielles » est automatiquement alimentée à partir du total de la colonne « Coût 2017 » du tableau « Mesures catégorielles ».

d) Les mesures générales relatives au rebasage de la GIPA et aux mesures bas salaires doivent être commentées ainsi :

« L'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat, prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008, a été versée à XX agents pour un coût de XX M€ ».

« Le montant des mesures bas salaires s'est élevé à XX M€ au bénéfice de XX agents ».

e) Les ministères doivent détailler l'impact du GVT positif et du GVT négatif (ou effet de noria) en pourcentage de la masse salariale.

f) Les montants inscrits au titre des lignes « Autres » des rubriques « Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA » et « Autres variations des dépenses de personnel » doivent être détaillées en commentaire. **Seules les mesures débasées peuvent faire l'objet d'un rebasage.**

g) Les « Autres variations des dépenses de personnel » doivent plus spécifiquement retracer la variation de certains éléments de rémunération qui ne dépendent pas du point ; ces éléments ne sont pas présentés selon le format débasage/rebasage dans la mesure où ils sont intégrés au socle. C'est par exemple le cas pour les heures supplémentaires, ainsi que pour l'économie relative à la suppression progressive de l'IE CSG prévue par le décret n° 2015-492 du 29 avril 2015.

h) Il est également demandé aux ministères de remplir un tableau présentant les coûts moyens d'entrée et de sortie réalisés sous-jacents à la valorisation du schéma d'emplois et du GVT négatif. Le coût moyen global qui concerne l'ensemble des effectifs de chaque catégorie est également à renseigner. Sont demandés d'une part les montants en euros, charges comprises (hors contributions au CAS Pensions) et hors prestations, et d'autre part, la part correspondant aux rémunérations brutes d'activité (traitement brut et primes, hors charges patronales).

L'ensemble des données fournies devra être cohérent avec les informations présentées dans les DPGECP [Onglet « 3.5 Coûts moyens par catégorie d'emplois (hors CAS Pensions) »]

Réalisation 2017

Catégorie d'emploi	Coût moyen chargé HCAS			Dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée (a)	Coût global (b)	Coût de sortie (c)	Coût d'entrée (d)	Coût global (e)	Coût de sortie (f)
Enseignants du 2nd degré	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Personnels administratif, technique et de service	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999

MESURES CATEGORIELLES

Les ministères dressent un bilan complet de la mise en œuvre des mesures catégorielles en 2017, en identifiant les principales mesures selon leur nature (statutaire ou indemnitaire), le nombre d'agents concernés, leur catégorie ainsi que leur corps et en indiquant pour chaque mesure son coût pour 2017 compte tenu de la date de mise en œuvre (une ligne pour chacune des mesures réalisées).

Ils remplissent le tableau prévu à cet effet sans omettre d'indiquer les effets « extension année pleine » des mesures 2016 (une ligne par mesure). Ces effets ne doivent pas être confondus avec le caractère pluriannuel d'un plan catégoriel qui aurait donc vocation à avoir un effet sur plusieurs années. Par définition, seules peuvent avoir un effet « extension année pleine » en 2017 les mesures catégorielles entrées en vigueur au cours de l'année 2016.

Les éventuelles mesures de transformation d'emplois (requalification) sont à renseigner dans la rubrique « Mesures statutaires ».

Il est rappelé que les mesures catégorielles comprennent, entre autres, le coût des variations positives des taux d'avancement (ou « promus-promouvables » qui constituent une partie pilotable du GVT) et l'intégralité des mesures indemnitaires (y compris les indemnités/ primes non reconductibles).

Les ministères veillent à harmoniser les libellés des mesures entre les différents programmes. Pour les mesures à caractère pluriannuel, il est demandé d'utiliser des libellés strictement identiques d'une année sur l'autre, et de PAP à RAP, afin de faciliter les comparaisons.

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2017	Coût 2017	Coût en année pleine
Effets extension année pleine des mesures 2016						9 999 999	9 999 999
Avancement de grade (modification du taux promus-promouvables)	9	A, B, C	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXXX XXXX XXXXX	11-2016	10	999 999	999 999
Mesures statutaires						9 999 999	9 999 999
Avancement de grade (modification du taux promus-promouvables)	9	A, B, C	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXXX XXXX XXXXX	11-2017	02	999 999	999 999
Mesures indemnitaires						9 999 999	9 999 999
Revalorisation de l'indemnité X	9	B	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXXX X	11-2017	02	999 999	999 999
Total						99 999 999	99 999 999

La date d'entrée en vigueur est renseignée par mois et année comme dans l'exemple ci-dessus.

La colonne « Nombre de mois d'incidence sur 2017 » correspond au nombre de mois de l'année pendant laquelle la mesure a été en vigueur et a eu une incidence budgétaire sur l'année 2017 :

Exemple : pour une mesure entrée en vigueur en juillet 2017 : le nombre de mois d'incidence est égal à 6 ; pour une mesure entrée en vigueur en septembre 2017 : le nombre de mois d'incidence est égal à 4 ; etc.

L'entrée en vigueur s'entend ici dans un sens budgétaire et non juridique : le coût 2017 est par définition égal au produit du coût « année pleine » par le nombre de mois de l'année pendant laquelle la mesure a été en vigueur divisé par douze.

Exemple : le coût d'une mesure dont le coût en année pleine est chiffré à 100 000 €, entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2017 est à égal à $100\,000 \times (3/12) = 25\,000$ €.

La colonne « coût année pleine » est calculée automatiquement par l'application Farandole sur la base du coût 2017 saisi par les ministères.

■ ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

Le renseignement de ce tableau est également obligatoire. L'action sociale interministérielle et ministérielle doit être présentée en rappelant succinctement les principaux dispositifs, les montants moyens versés et le nombre de bénéficiaires.

Si le tableau est présenté pour l'ensemble du ministère dans la JPE d'un autre programme, une mention doit le signaler, en utilisant par exemple la formule suivante :

« L'action sociale ministérielle et interministérielle est portée par le secrétariat général ; les principaux dispositifs, montants et bénéficiaires sont présentés dans le RAP du programme xxx. »

Le tableau précise, par catégorie de dépenses, les effectifs concernés en ETP, le titre (titre 3 pour des biens non pérennes ou titre 5 pour des biens pérennes, selon le type de dépense concerné) et les montants exécutés.

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration	XXX	X XXX	X XXX	X XXX
Logement	XXX	XXX	XXX	XXX
Famille, vacances	XXX	X XXX	X XXX	X XXX
Mutuelles, associations	XXX	XXX	XXX	XXX
Prévention / secours	XXX	X XXX	X XXX	X XXX
Autres	XX	X XXX	X XXX	X XXX
Total		XX XXX	XX XXX	XX XXX

Le tableau doit faire l'objet de commentaires. Notamment, le contenu de la ligne « Autres » fait impérativement l'objet d'une description. Les ministères doivent veiller à la cohérence de ces montants avec ceux présentés dans la justification par action (hors T2) pour ces mêmes dépenses.

Annexe 5 : Rédaction du lot JPE (dépenses autres que de personnel)

Le document de référence est le *Guide de la justification au premier euro des crédits du PLF 2016* annexé à la circulaire IBLF-15-3241 du 03 juillet 2015 relative au projet de loi de finances pour 2016 et à la finalisation des projets annuels de performances (PAP).

1/ Rappels généraux sur la JPE

La JPE, inscrite dans les RAP fournis dans le cadre des annexes explicatives jointes au projet de loi de règlement pour 2017 (cf. article 54 de la LOLF), constitue un outil essentiel d'information du Parlement.

Elle doit permettre d'effectuer **des comparaisons avec la JPE des PAP 2017, en retenant une présentation similaire**, tout en intégrant les **améliorations méthodologiques apportées lors de la rédaction des PAP 2018**.

Le responsable de programme doit expliquer **les choix de gestion** qu'il a opérés et **l'emploi des crédits par nature qui en a découlé**. **Les engagements restant à couvrir par des paiements dans les années suivantes**, qui découlent de ces choix de gestion, doivent être présentés de manière claire et détaillée.

La JPE des RAP a pour objet d'informer le Parlement sur l'utilisation effective des moyens humains et financiers votés pour 2017, en explicitant et en justifiant l'utilisation des crédits, ainsi que les écarts importants avec les prévisions de la loi de finances initiale. L'obligation de rendre compte avec précision de l'utilisation des crédits votés est la nécessaire contrepartie de la liberté laissée aux gestionnaires de disposer des crédits qui leur sont alloués.

La partie JPE sera saisie en intégralité dans l'application Farandole.

Cet exercice de JPE, au sens large, intéresse l'ensemble des programmes (budget général, budgets annexes et comptes spéciaux dotés de crédits).

2/ Éléments transversaux au programme

En introduction de la partie JPE, une rubrique présente de manière structurée les éléments suivants :

- passage du PLF 2017 à la LFI 2017 : la loi de finances initiale différant, du fait des amendements d'origine parlementaire ou gouvernementale adoptés lors du débat parlementaire, des montants indiqués dans les PAP, il est prévu, à titre liminaire, d'expliquer les écarts entre la LFI 2017 et les montants du PLF 2017. Un tableau pré-rempli figure dans les RAP. Dès lors, l'attention des rédacteurs devra se porter exclusivement sur la justification des amendements adoptés ;
- modifications de maquette : cette partie doit être renseignée lorsque des évolutions de maquette budgétaire sont intervenues entre 2016 et 2017, expliquant pour partie les écarts constatés entre l'exécution 2016 et l'exécution 2017 ;

Dans la JPE des programmes ne donnant pas lieu à un retraitement de l'exécution 2016, en raison des difficultés à identifier de manière fiable l'exécution 2016 correspondant au périmètre du nouveau programme créé en 2017 :

- dans le RAP des nouveaux programmes créés en 2017 : « *le programme ayant été créé en loi de finances 2017, le montant de l'exécution 2016 ne figure pas dans le rapport annuel de performances. Ce programme a été constitué par transfert des crédits (...préciser les missions et programmes d'origine du transfert réalisé en 2017 pour créer le nouveau programme)* » ;

- dans le RAP des programmes ayant donné lieu à un transfert en 2017 pour créer le nouveau programme : « *le montant de l'exécution 2016 intègre les crédits transférés en 2017 sur le nouveau programme XXX au titre de (...préciser l'objet du transfert)* » ;

S'agissant des changements de maquette infra-programmes, les libellés suivants pourront notamment être utilisés :

- sur les programmes d'origine des crédits transférés en 2017 : « *le montant de l'exécution 2016 intègre les crédits transférés en 2017 sur le programme XXX au titre de [préciser l'objet du transfert]* » ;
- sur les programmes destinataires des crédits transférés en 2017 : « *le montant de l'exécution 2017 intègre les crédits transférés en 2017 depuis le programme XXX au titre de [préciser l'objet du transfert]* » ;
- justification des mouvements réglementaires et des lois de finances rectificatives : sont détaillés l'objet et le montant de l'ensemble des mouvements intervenus en cours de gestion (décrets de transfert, d'avance et de virement, arrêtés de reports de crédits) et des lois de finances rectificatives ;
- origine et emploi des fonds de concours et des attributions de produits : il convient de préciser le contenu des fonds de concours et des attributions de produits, le montant des recettes affectées et de justifier, le cas échéant, les écarts significatifs par rapport au montant prévisionnel figurant dans le PAP 2017 ;
- réserve de précaution et fongibilité : un tableau pré-rempli synthétisera les montants mis en réserve, les montants gelés, dégelés, et annulés en cours d'exercice ainsi que le montant de la réserve résiduelle avant la mise en place du schéma de fin de gestion. Il convient donc de justifier l'utilisation de la mise en réserve initiale (consommation, annulation, reports sur 2018), ainsi que les mouvements de fongibilité mis en œuvre au sein du programme. **Les numéros de tamponné ne doivent pas figurer dans les RAP, ils n'ont aucune valeur juridique. La date du dégel/surgel suffit à le caractériser.** S'agissant de la fongibilité asymétrique, l'objet de chaque mouvement est précisé, en indiquant s'il s'agit d'un mouvement à caractère technique.

Les autres rubriques ne sont pas modifiées par rapport au RAP 2016 :

- **grands projets transversaux, crédits contractualisés et partenariats public-privé** : il s'agit d'expliquer les résultats et les écarts constatés sur les grands projets (informatique, immobilier, etc.) en intégrant des informations sur le respect des calendriers et des coûts (*cf. annexes 6 bis et 6 ter*) ;
- **coûts synthétiques transversaux** : analyse générale des résultats et des écarts constatés par rapport au PAP 2017 (coût par élève, par journée d'activité, par agent, etc.).

3/ Suivi des crédits de paiement associés à la consommation des autorisations d'engagement

Un modèle d'échéancier AE/CP est défini au niveau de chaque programme afin d'informer le Parlement sur la couverture des engagements par les crédits de paiement. La présentation de cet échéancier est maintenue dans une optique de simplification et de meilleure lisibilité des informations. **Seules les données relatives aux dépenses hors titre 2 sont mentionnées.**

La maquette de l'échéancier est présentée à la fin de l'annexe. Pour chacune des cases, sont précisés l'objet et la source des données :

- données à saisir par les ministères ;
- données renseignées par la direction du budget à partir des systèmes d'information ;
- données calculées de manière automatique en appliquant une formule de calcul.

Dans l'échéancier, les deux cases devant faire l'objet d'une saisie par les ministères sur chacun des programmes sont les suivantes :

- (P4) : « CP consommés en 2017 sur engagements 2017 » ;
- (P5) : « Estimation des CP 2018 sur engagements non couverts au 31/12/2017 ».

Par ailleurs, **l'analyse des engagements restant à couvrir par des paiements** demeure une attente forte du Parlement. Par conséquent, les commentaires devront préciser :

- quelles sont les principales opérations physiques associées aux engagements restant à couvrir ;
- quel est l'échéancier prévisionnel des décaissements à venir.

Les commentaires, de nature budgétaire, doivent donc permettre de mesurer la contrainte réelle pesant sur le programme et d'associer à cette contrainte un contenu physique.

4/ Justification par action des éléments de la dépense par nature

Il s'agit de présenter l'emploi des crédits et l'écart à la JPE du PAP 2017.

❶ Des explications devront être données sur les **écarts entre les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement inscrits dans les PAP 2017 et les montants des crédits effectivement consommés** en gestion 2017, s'agissant :

- des dépenses de fonctionnement : par exemple incidence des contrats pluriannuels et/ou d'objectifs, impact de la politique immobilière ;
- des dépenses d'investissement : écarts de coût et décalage de calendrier ;
- des dépenses d'intervention : mise en œuvre de nouveaux dispositifs et/ou abandon de dispositifs existants, refonte de dispositifs existants, effets-volume, effets-prix, rattachement de fonds de concours et attributions de produits.

❷ La **consommation des fonds de concours et des attributions de produits sera présentée** dans la JPE par action, d'autant plus lorsque leur montant représente une part significative des crédits exécutés. Une information doit être apportée sur les opérations qu'il était envisagé de réaliser à l'appui de ces ressources dans le PAP 2017 et celles qui l'ont été effectivement grâce à ce mode de financement. Les conséquences tirées sur l'exécution des éventuels écarts entre les ressources prévues et les rattachements effectifs doivent être également mentionnées.

De manière générale, tout écart significatif¹ entre la prévision budgétaire et l'exécution constatée doit faire l'objet d'une explication claire et synthétique.

¹ Le caractère significatif de l'écart devra être apprécié au regard des enjeux budgétaires et en comparaison des crédits initiaux.

❸ Les commissions des Finances des deux assemblées ont souligné la nécessité de retracer et d'expliquer **l'exécution des postes ou dispositifs mentionnés dans les exposés sommaires des amendements d'origine parlementaire votés lors du débat du PLF 2017**. Ceci doit permettre à la représentation nationale de vérifier que l'intention exprimée par le Parlement a bien été respectée ou, dans les cas où le gestionnaire a choisi de s'écarter de la volonté exprimée par le Parlement quant à la répartition des crédits au sein des actions, de comprendre quelles en sont les raisons.

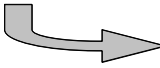
En revanche, il est nécessaire d'alléger les RAP des descriptions du fonctionnement des dispositifs, qui y figurent trop souvent, en particulier lorsque les dispositifs restent inchangés dans leur fonctionnement et leurs modalités par rapport aux développements présentés dans le PAP 2017. Le RAP pourra ainsi se limiter à justifier la dépense effective par les déterminants de la dépense, sans présenter à nouveau en détail le dispositif en question, pour lequel le lecteur pourra utilement se reporter au PAP 2017.

Dans un même souci d'allègement, il est recommandé d'éviter de s'appesantir sur d'éventuelles « erreurs d'imputations », notamment lorsqu'il s'agit de montants faibles (inférieurs à 500 000 €). Les données chargées dans Chorus font foi, et l'accent doit être mis sur l'explication des **écarts significatifs** entre la prévision budgétaire et l'exécution constatée.

SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	CREDITS DE PAIEMENT
AE ouvertes en 2017 (*) (E1) X XXX XXX	CP ouverts en 2017 (*) (P1) X XXX XXX
AE engagées en 2017 (E2) X XXX XXX	Total des CP consommés en 2017 (P2) X XXX XXX
AE affectées non engagées au 31/12/2017 (E3) X XXX XXX	dont CP consommés en 2017 sur engagements antérieurs à 2017 (P3) = (P2) - (P4) X XXX XXX
AE non affectées non engagées au 31/12/2017 (E4) = (E1) - (E2) - (E3) X XXX XXX	dont CP consommés en 2017 sur engagements 2017 (P4) X XXX XXX

RESTES A PAYER

Engagements ≤ 2016 non couverts par des paiements au 31/12/2016 brut (R1) XXX XXX					
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2016 (R2) XXX XXX					
					
	Engagements ≤ 2016 non couverts par des paiements au 31/12/2016 net (R3) = (R1) + (R2) X XXX XXX	-	CP consommés en 2017 sur engagements antérieurs à 2017 (P3) = (P2) - (P4) X XXX XXX	=	Engagements ≤ 2016 non couverts par des paiements au 31/12/2017 (R4) = (R3) - (P3) X XXX XXX
	AE engagées en 2017 (E2) XXX XXX	-	CP consommés en 2017 sur engagements 2017 (P4) XXX XXX	=	Engagements 2017 non couverts par des paiements au 31/12/2017 (R5) = (E2) - (P4) XXX XXX
					Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2017 (R6) = (R4) + (R5) XXX XXX

Estimation des CP 2018 sur engagements non couverts au 31/12/2017 (P5) X XXX XXX
Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2018 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2017 (P6) = (R6) - (P5) XXX XXX

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

(*) LFI 2017 + reports 2016 + mouvements réglementaires + fonds de concours + attributions de produits + fongibilité asymétrique + LFR

1^{ER} BLOC : LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

(E1) Ce montant correspond aux AE ouvertes par la LFI 2017, auxquelles s'ajoutent les AE reportées de 2016 vers 2017, celles issues des mouvements réglementaires et lois de finances rectificatives intervenus en cours de gestion 2017, des fonds de concours et attributions de produits rattachés en gestion 2017 ainsi que des mouvements de fongibilité asymétrique mis en œuvre en gestion 2017.

Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.

(E2) Ce montant correspond aux AE consommées en gestion 2017. Il comprend les retraits d'engagement exécutés en 2017.

Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.

(E3) Ce montant correspond à la part des AE disponibles en gestion 2017 affectées au 31 décembre 2017 mais non engagées.

Ce montant est complété par la direction du budget.

(E4) Ce montant correspond à la part des AE disponibles en gestion 2017 non affectées et non engagées au 31 décembre 2017.

Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante : $(E4) = (E1) - (E2) - (E3)$.

2^{EME} BLOC : LES CREDITS DE PAIEMENT

(P1) Ce montant correspond aux CP ouverts par la LFI 2017, auxquels s'ajoutent les CP reportés de 2016 vers 2017, ceux issus des mouvements réglementaires et lois de finances rectificatives intervenus en cours de gestion 2017, des fonds de concours et attributions de produits rattachés en gestion 2017 ainsi que des mouvements de fongibilité asymétrique mis en œuvre en gestion 2017.

Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.

(P2) Ce montant correspond aux CP consommés en gestion 2017.

Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.

(P3) Ce montant correspond aux CP consommés en gestion 2017 pour couvrir des engagements juridiques 2016 ou antérieurs. Ce montant correspond à la différence entre la totalité des CP consommés en gestion 2017 et la part des CP consommés en gestion 2017 pour couvrir des AE consommées en 2017 au titre d'engagements pris en 2017.

Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante : $(P3) = (P2) - (P4)$.

(P4) Ce montant correspond aux CP consommés en gestion 2017 pour couvrir des AE consommées en 2017 au titre d'engagements pris en 2017.

Ce montant fait l'objet d'une saisie par le ministère dans l'application Farandole.

(P5) Ce montant correspond à une estimation des CP qui seront nécessaires en 2018 pour couvrir des engagements non couverts par des paiements au 31 décembre 2017.

Ce montant fait l'objet d'une saisie par le ministère dans l'application Farandole.

Cette case figure dans le bloc 3 des restes à payer.

(P6) Ce montant correspond à une estimation maximale des CP qui seront nécessaires après 2017 pour couvrir le solde des engagements non couverts par des paiements au 31 décembre 2017, soit la prévision du solde des engagements non couverts par des crédits de paiement au 31 décembre 2017, dont sera déduit l'estimation des CP nécessaires en 2018.

Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante : $(P6) = (R6) - (P5)$.

Cette case figure dans le bloc 3 des restes à payer.

3^{EME} BLOC : LES RESTES A PAYER

(R1) Ce montant brut correspond aux AE engagées avant le 31 décembre 2016 et non couvertes par des paiements au 31 décembre 2016. Il s'agit de la reprise du montant figurant dans l'échéancier du RAP 2016 du programme en case (8). Pour les nouveaux programmes créés en 2017, ce montant sera égal à 0.

Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.

(R2) Ce montant correspond à l'impact des travaux de fin de gestion postérieurs à la finalisation des RAP 2016 ainsi qu'à la reprise des restes à payer dans le cas des nouveaux programmes créés en 2017.

(R3) Ce montant net correspond aux AE engagées avant le 31 décembre 2016 et non couvertes par des paiements au 31 décembre 2016. Il peut être différent du montant identifié dans les RAP 2016 (R1), afin de tenir compte des travaux de fin de gestion réalisés postérieurement à la finalisation des RAP 2016 et d'une éventuelle reprise des restes à payer dans le cas des nouveaux programmes créés en 2017.

Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante : $(R3) = (R1) + (R2)$.

(R4) Ce montant correspond à la somme des engagements 2016 et antérieurs non couverts par des paiements au 31 décembre 2017.

Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante : $(R4) = (R3) - (P3)$.

(R5) Ce montant correspond à la somme des engagements 2017 non couverts par des paiements au 31 décembre 2017.

Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante : $(R5) = (E2) - (P4)$.

(R6) Ce montant correspond au solde des AE non couvertes par des paiements au 31 décembre 2017. Il correspond à la somme des engagements 2016 et antérieurs non couverts par des paiements au 31 décembre 2017 (R4) et des engagements 2017 non couverts par des paiements au 31 décembre 2017 (R5).

Ce montant est complété par la direction du budget.

Annexe 6: Partenariats public-privé (PPP) et contrats de crédit-bail

En raison des implications budgétaires pluriannuelles des partenariats public-privé (PPP), le rapport annuel de performances (RAP) 2017 comprend comme les années précédentes une rubrique spécifique intitulée « partenariats public-privé et contrats de crédit-bail ».

L'identification du type de PPP est importante dans la mesure où des informations spécifiques sont demandées pour les baux emphytéotiques administratifs (BEA) sectoriels, d'une part, et les autorisations d'occupation temporaire-locations avec option d'achat (AOT-LOA) et les contrats de partenariat, d'autre part.

A compter du 1^{er} avril 2016, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est entrée en vigueur et substitue les marchés de partenariat à toutes les formes de partenariats public-privé.

Informations à apporter dans les RAP 2017

Vous veillerez à renseigner cette rubrique dont la trame est différente selon qu'il s'agit de BEA sectoriels, d'AOT-LOA ou de contrats de partenariat (CP), de crédits-bail, ou de marchés de partenariat.

a) Informations générales

- **Libellé** : il s'agit de résumer en une phrase l'objet du PPP (par exemple : AOT-LOA portant sur la construction – exploitation – maintenance de l'université de XXX sur le site de XXX), ou, à compter du 1^{er} avril 2016, du marché de partenariat.
- **Présentation synthétique du projet** (maximum 10-15 lignes) : cette présentation doit notamment faire figurer : le cadre juridique (marché de partenariat ; AOT-LOA ; BEA ; BEH ; BEA et AOT « LOPSI /LOPJI » ; CP ; crédit-bail, ...), la valeur actuelle nette du contrat (en coût global et en dépenses d'investissement), la durée du contrat, les origines et les montants des multi-financements (exemple : État, CPER, FEDER...).

Opération	Acteur public	Pouvoir adjudicateur	Type de contrat	Partenaire	Date de signature
YY	Etat ou ODAC ou APUL ou ASSO	XX	XX	XX	XX

[illegible]

- **Partenaire privé:** préciser de qui il s'agit, et quel sera son rôle dans l'opération. Si une société a été spécialement créée par le partenaire pour le projet de PPP / de marché de partenariat, il convient de préciser qui en est actionnaire.
- **Année de signature et de notification** du bail ou du contrat.
- **Année de livraison.**
- **Année de fin de contrat.**

b) Informations budgétaires spécifiques aux BEA sectoriels

La plupart des BEA sectoriels sont considérés comme relevant de la procédure des locations simples. Les AE sont engagées au moment de la signature du bail et les CP sont versés chaque année, selon l'échéancier de règlement défini par le contrat de bail (budgétisation en AE ≠ CP).

Concernant ces BEA sectoriels relevant de la procédure des locations simples, vous remplirez le tableau ci-dessous en faisant apparaître dans la colonne « années antérieures » les cumuls en AE et en CP correspondant aux années antérieures à 2016 depuis la signature du contrat.

	2015 et années antérieures		2016		2017		2018	2019	2020 et années postérieures
(en millions d'euros)	Prévision	Consommation	Prévision	Consommation	Prévision	Consommation	Prévision	Prévision	Prévision
Autorisations d'engagement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Crédits de paiement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX

Concernant le cas particulier (rare) des BEA sectoriels prévoyant la **mise à la disposition de l'État de locaux à titre gratuit** ou moyennant un loyer symbolique (dans ce cas, la collectivité territoriale bénéficie du FCTVA), en principe, aucune écriture n'affecte la comptabilité budgétaire puisqu'il y a absence de flux de crédits, tant en AE qu'en CP. Le tableau ci-dessus est alors sans objet¹.

c) Informations budgétaires spécifiques aux contrats de partenariat (CP), de crédit-bail, AOT-LOA, et aux marchés de partenariat

La budgétisation des marchés de partenariat, ou, dans le régime antérieur au 1^{er} avril 2016, des contrats de partenariat, de crédit-bail et des AOT-LOA, est fonction de la nature des dépenses considérées, selon les termes du contrat. S'agissant des **coûts d'investissement** (TTC et augmentés du coût de dédit²), les AE sont consommées lors de la notification du contrat et les CP sont consommés chaque année, selon les échéanciers de règlement prévus au contrat (AE ≠ CP).

¹ Ce n'est que dans la mesure où des travaux à la charge de l'État interviennent sur les biens ainsi mis à disposition que les AE correspondantes doivent être engagées (travaux répondant à la définition d'immobilisations au sens de la norme n° 6).

² Le dédit est composé de l'ensemble des indemnités contractuelles dues par la personne publique en cas de résiliation du contrat pour motif d'intérêt général

S'agissant des **coûts de fonctionnement** et **de financement**, les AE sont consommées au début de chaque année civile, jusqu'au terme du contrat, et les CP sont consommés dans l'année, selon l'échéancier de règlement prévu au contrat (AE = CP).

Pour les marchés de partenariat, contrats de partenariat, de crédit-bail et les AOT-LOA, vous remplirez le tableau ci-dessous en portant dans la colonne « années antérieures » les cumuls en AE et en CP correspondant aux années antérieures à 2016 depuis la signature du contrat.

	2015 et années antérieures		2016		2017		2018	2019	2020 et années postérieures
<i>Autorisations d'engagement</i> Crédits de paiement	Prévision	Consommation	Prévision	Consommation	Prévision	Consommation	Prévision	Prévision	Prévision
Investissement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Fonctionnement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Financement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX

Le cas échéant, il est demandé de préciser les objectifs de performance assignés au partenaire privé pouvant impacter la part « fonctionnement » des loyers versés au partenaire privé.

Les raisons d'éventuelles modifications au contrat doivent également être précisées, les origines des modifications apportées ou envisagées (force majeure, imprévision, etc.) et les conséquences sur les termes du contrat.

Rappel : tout avenant constitue une modification, y compris lorsque l'économie générale du contrat n'est pas bouleversée.

Enfin, vous renseignerez la rubrique « **Justification des écarts significatifs entre les prévisions et les exécutions** » afin notamment de contrôler l'application des pénalités que la personne publique est en droit d'appliquer à son partenaire privé en cas de non respect de ses obligations contractuelles. Les sources d'écarts peuvent être liées par exemple à l'indexation des différentes parts des loyers, ou encore au renchérissement des frais financiers dans le cadre de cessions de créances.

Annexe 6 *bis* : Contrats de projets Etat-Région (CPER) 2007-2014 et contrats de plan Etat-Régions 2015-2020

Les RAP 2017 comprennent une rubrique spécifique intitulée « Grands projets transversaux et crédits contractualisés ». **Vous préciserez sous cette rubrique les montants en AE et CP qui ont été consacrés aux opérations contractualisées dans les CPER 2015-2020, ainsi que, le cas échéant, dans les CPER 2007-2014.**

La circulaire n° 5213/SG du Premier ministre du 25 avril 2007 régissant la contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales au titre de la génération de contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013 préconise un suivi spécifique de ces investissements.

Deux tableaux doivent **obligatoirement** être renseignés pour les programmes disposant de crédits contractualisés, correspondants aux générations successives de CPER : d'une part la génération 2007-2014, dont les engagements ont été clôturés au 31 décembre 2014, mais pour laquelle des paiements pouvaient se poursuivre ; d'autre part la nouvelle génération, lancée en 2015 et s'étendant jusqu'en 2020.

Vous indiquerez dans un premier temps, le cas échéant, **les contributions en CP du programme** (répartis par action) et/ou de ses opérateurs **consacrés en 2017 et depuis 2007 pour financer l'ancienne génération 2007-2014 des CPER (tableau 1 à la fin de l'annexe).**

Vous mentionnerez dans un second temps, le cas échéant, **les contributions en AE et CP, du programme** (répartis par action) et/ou de ses opérateurs **consacrés en 2017 et depuis 2015 aux CPER 2015-2020 (tableau 2 à la fin de l'annexe).**

Enfin, une zone de commentaires, à renseigner obligatoirement, vous permettra de préciser utilement les grands déterminants des dépenses CPER, en volume et en nature, au titre de 2017. Il conviendra notamment d'insister sur les taux d'exécution des CPER de la génération 2007-2014 au terme de l'exercice 2017.

Tableau 1 : CP de la génération CPER 2007-2014

Génération CPER 2007-2014

	PAP 2017	Prévision 2017	Consommation 2017	Consommation 2007-2017
Action	Rappel du montant contractualisé	Crédits de paiement	Crédits de paiement	Crédits de paiement
Action 1	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX
Action 2	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX
Total	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX

Éléments d'explication :

Colonne « Rappel du montant contractualisé » : Montant contractualisé de la génération 2007-2014 (pré-renseigné, modifiable).

Colonne « Prévision 2017 » : Prévision, en CP, du programme au titre du PLF 2017 sur la génération 2007-2014 (pré-renseigné par action, non modifiable).

Colonne « Consommation 2017 » : Consommation 2017, en CP, du programme sur la génération 2007-2014 (à renseigner par action).

Colonne « Consommation 2007-2017 » : **[Nouveau]** : Consommation totale au 31/12/2017 sur la période 2007-2017, en CP, du programme sur la génération 2007-2014 (à renseigner par action).

Tableau 2 : Génération CPER 2015-2020

Génération CPER 2015-2020

	PAP 2017	Prévision 2017		Consommation 2017		Consommation 2015-2017	
Action	Rappel du montant contractualisé	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action 1	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX
Action 2	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX
Total	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX

Éléments d'explication :

Colonne « Rappel du montant contractualisé » : Montant contractualisé de la génération 2015-2020 (pré-renseigné par action ou par opérateur, modifiable).

Colonne « Prévision 2017 » : Prévision en AE et CP du programme au titre de l'exercice 2017 sur la génération 2015-2020 (pré-renseigné par action ou par opérateur, non modifiable).

Colonne « Consommation 2017 » : Consommation 2017 en AE et CP du programme sur la génération 2015-2020 (à renseigner par action ou opérateur).

Colonne « Consommation 2015-2017 » : **[Nouveau]** : Consommation totale au 31/12/2017 sur la période 2015-2017, en AE et CP, du programme sur la génération 2015-2020 (à renseigner par action ou par opérateur).

Programmes et opérateurs contributeurs aux CPER 2007-2014
102 - Accès et retour à l'emploi
103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
112 - Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire
113 - Paysages, eau et biodiversité (*)
119 - Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements
122 - Concours spécifiques et administration
123 - Conditions de vie outre-mer
124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative
131 - Création
134 - Développement des entreprises et régulations
135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (**)
142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles
143 - Enseignement technique agricole
144 - Environnement et prospective de la politique de défense
149 - Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture
150 - Formations supérieures et recherche universitaire
157 - Handicap et dépendance
159 - Expertise, information géographique et météorologie
167 - Liens entre la Nation et son armée
172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
175 - Patrimoines
181 - Prévention des risques (***)
192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle
203 - Infrastructures et services de transports
204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins
206 - Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
212 - Soutien de la politique de la défense
219 - Sport (****)
224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
231 - Vie étudiante

(*) y compris ONEMA (Office national de l'eau et des milieux aquatiques) et agences de l'eau

(**) y compris ANRU (Agence nationale pour rénovation urbaine)

(***) y compris ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)

(****) y compris CNDS (Centre national pour le développement du sport)

Point d'attention : la liste ci-dessus n'est pas strictement exhaustive ou limitative

Programmes et opérateurs contributeurs aux CPER 2015-2020
103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
112 - Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire
113 - Paysages, eau et biodiversité
123 - Conditions de vie outre-mer
131 - Création
135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles
144 - Environnement et prospective de la politique de défense
150 - Formations supérieures et recherche universitaire
172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
175 - Patrimoines
181 - Prévention des risques
203 - Infrastructures et services de transports
212 - Soutien de la politique de la défense
217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables
224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
231 - Vie étudiante
334 - Livre et industries culturelles
613 - Soutien aux prestations de l'aviation civile
Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)
ADEME
Agences de l'eau
CNDS
Ecoles des Mines et Mines Telecom
ONEMA
Organismes de recherche (CNRS, INRA, IFREMER ...)
Voies navigables de France

Point d'attention : Compte-tenu du processus de révision, cette liste n'a pas de caractère exhaustif ou limitatif

Annexe 6 *ter* : Fonctions support et JPE des grands projets SI

Les indicateurs transversaux portant sur les fonctions support

Les indicateurs transversaux (RH, immobilier, bureautique, etc.) portés par les programmes soutien seront renseignés selon les méthodologies présentées dans le Guide de la Performance annexé à la circulaire 2PERF-16-3041 du 17 mars 2016.

Comme précisé à l'annexe n°5 de la circulaire 1BLF-16-3278 du 13 juillet 2016 relative au Projet de loi de finances (PLF) pour 2017 (Rédaction des projets annuels de performances), les nouveautés touchant aux indicateurs transversaux sont les suivantes :

- Respect des coûts et délais des grands projets : analyse des écarts pour les seuls projets pour lesquels constat en a été fait et mise en œuvre d'une nouvelle articulation avec la justification au premier euro (JPE) au sein de laquelle sont détaillés les différents projets et (Cf. fiche n°17 du Guide)
- Efficience de la fonction achat : calcul selon les modalités définies en fiche 15 du Guide.

La présentation des résultats au RAP devront tenir compte de ces nouveautés.

Cas particulier de la justification au premier euro (JPE) des grands projets informatiques

Les programmes concernés :

Les programmes concernés par cette section sont les programmes ayant présenté de tels projets dans le PAP 2017.

Les projets concernés :

Les projets informatiques devant faire l'objet d'une présentation dans le RAP 2017 sont les projets cités dans le PAP 2017. Le responsable de programme veillera, dans le choix des projets présentés, à la cohérence entre les parties JPE et Performance (indicateur de respect des délais et des coûts des grands projets informatiques).

Précisions méthodologiques :

- Le tableau de description du projet est pré-alimenté sur la base des données publiées dans le tableau de bord. Les données pré-alimentées dans cette partie sont modifiables uniquement par la direction du budget. **Les ministères doivent solliciter leur contact à la direction du budget afin de créer, modifier ou supprimer une entrée pour un projet figurant dans leur RAP.**
- Afin de faciliter la saisie des informations demandées dans cette JPE, le tableau de ventilation des coûts par nature sera pré-alimenté sur la base de l'exécution et de la prévision constatées dans le PAP 2017.
- Si le projet du tableau de bord s'intègre dans un programme informatique plus global, le ministère veillera à le mentionner en commentaire, tout en précisant le coût total et les gains du programme. En revanche, **les données figurant dans les tableaux sont celles correspondant au périmètre du projet retenu par le ministère dans le tableau de bord des projets sensibles.**

- Les durées, coûts et gains des projets « au lancement » sont ceux estimés à la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre ou, à défaut, à la date de validation du lancement du projet.
- Les durées, coûts et gains des projets actualisés sont ceux estimés à la date de production de la dernière MAREVA.

Les informations demandées :

PREAMBULE

Les ministères peuvent insérer, en amont de la présentation de leurs projets sensibles, **un commentaire introductif présentant les enjeux identifiés et axes stratégiques principaux de leur politique de modernisation informatique et numérique**, au-delà des seuls projets sensibles pour le gouvernement. Cette section a vocation à s'articuler avec les plans d'investissement ministériels. Les ministères veilleront, dans la mesure du possible, à limiter cette partie à une page maximum.

Chaque projet sensible fera ensuite l'objet d'une présentation en trois parties :

- la description du projet,
- le coût et la durée du projet,
- La valeur du projet.

DESCRIPTION DU PROJET

Le but de cette première partie est de disposer pour chaque projet d'une description succincte du projet et des fonctionnalités attendues. Pour les projets en cours, la description s'attachera principalement à décrire les changements de périmètre ou les réorientations du projet. Cette description littérale s'accompagne du tableau ci-dessous qui reprend de manière synthétique les caractéristiques principales du projet.

Description du projet	
Année de lancement du projet	Année du démarrage de la phase de cadrage du projet
Financement	Référence LOLF du (ou des) programme(s) / action(s) portant le financement du projet
Zone fonctionnelle principale	Zone fonctionnelle principale du Plan d'occupation des sols (POS) de l'Etat à laquelle est rattaché le projet

La zone fonctionnelle principale du projet est pré-alimentée dans Farandole sur la base des données du tableau de bord des projets sensibles. Les ministères peuvent mettre à jour cette valeur en s'appuyant sur le POS disponible à l'adresse suivante :

<http://references.modernisation.gouv.fr/urbanisation-du-systeme-dinformation-de-letat>

Dans le cas d'un co-financement du projet par plusieurs programmes et/ou par des établissements publics, le projet informatique doit faire l'objet d'une justification dans chaque RAP des programmes contributeurs. En outre, le responsable de programme précisera la part du financement relevant de chaque entité.

COUT ET DUREE DU PROJET

Les commentaires s'attacheront à justifier les écarts par rapport aux derniers coûts et durées affichés.

Coût détaillé par nature (en M€)	2014 et années précédentes en cumul		2015 Exécution		2016 Exécution		2017 Prévision		2017 Exécution		2018 Prévision PAP 2018		2019 et années suivantes en cumul		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Titre 2	XXX														XXX	XXX
Titre 2															XXX	XXX
Total	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX

La première colonne (« 2014 et années précédentes en cumul ») reprend l'évaluation des dépenses réalisées en 2014 et les années précédentes si le projet a été lancé avant 2014.

La ligne « Hors Titre 2 » concerne l'ensemble des dépenses de fonctionnement (Titre 3) et d'investissement (Titre 5) engagées et consommées pour le projet.

Evolution du coût et la durée	Au lancement	Actualisation	Ecart en %
Coût total en M€	XXX	XXX	XXX
Durée totale en mois	XXX	XXX	XXX

Les totaux et écarts sont calculés automatiquement. Un message d'erreur apparaît si le coût actualisé saisi dans le deuxième tableau diffère du total en CP du premier tableau.

Les coûts et durée doivent suivre la méthodologie définie par l'arrêté du 14 novembre 2014 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 2014-879 du 1er août 2014 relatif au système d'information et de communication de l'Etat (NOR : PRMJ1426337A).

Les coûts sont à saisir à l'euro mais seront affichés en millions avec un chiffre après la virgule. La durée est indiquée en mois.

VALEUR DU PROJET

L'évaluation de la valeur du projet vise à identifier les gains qualitatifs et quantitatifs cibles du projet. Dans cette partie, les ministères doivent ainsi mesurer :

- **les gains annuels moyens** prévus en cible après le déploiement du nouveau système d'information ;
- **le gain total** attendu sur la durée de vie de l'application ;
- **le délai de retour** correspondant au délai à partir duquel les gains ont « remboursé » les investissements associés au projet.

Evaluation des gains quantitatifs en cible	
Gain annuel moyen en M€ - HT2	XXX
Gain annuel moyen en M€ - T2	XXX
Gain annuel moyen en ETPT	XXX
Gain total en M€ (T2 et HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	XXX
Délai de retour en années	XXX

Les gains et délai de retour renseignés dans le tableau sont ceux actualisés à la date de production du RAP 2017. Les gains annuels moyens et total doivent couvrir les gains métiers et SI identifiés pour le projet.

En complément, les commentaires s'attacheront à décrire **les gains qualitatifs** (métiers et SI) du projet.

Annexe 7 : Rédaction du lot « Opérateurs »

Le rapport annuel de performances (RAP) 2017 rend compte des engagements pris dans le projet annuel de performances (PAP) 2017 concernant l'ensemble des opérateurs de chaque programme. Le rattachement d'un opérateur à un programme dans le RAP 2017 est donc le même que celui de la maquette budgétaire utilisé pour le PAP 2017 (LFI 2017).

Nouveauté : Comme dans les PAP 2018, les opérateurs ne seront plus détaillés dans les programmes non chef de file.

Le volet opérateur se compose de deux parties. La première récapitule les crédits et les emplois alloués à l'ensemble des opérateurs financés par le programme. La deuxième partie se présente sous la forme d'une fiche détaillée pour chaque opérateur dont le programme est chef de file.

Tous les chiffres doivent être saisis en milliers d'euros.

Partie 1 : Récapitulatif des crédits et emplois alloués aux opérateurs.

Tableau n°1 : Récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'Etat

Ce tableau recense l'intégralité des crédits (Titre 3 : subvention pour charges de service public, Titre 6 : transferts et Titre 7 : dotations en fonds propres) versés par le programme à des opérateurs, que le programme soit chef de file ou pas. Il n'apparaît qu'en mode consultation. Il est renseigné automatiquement à partir des données saisies par le programme dans sa partie JPE. L'écart entre la prévision et la réalisation doit être expliqué.

(en milliers d'euros)	Réalisation 2016		LFI 2017		Réalisation 2017	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999
Dotations en fonds propres (titre 7-2)	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999
Transferts (titre 6)	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Total	99 999 999	99 999 999	99 999 999	99 999 999	99 999 999	99 999 999

Tableau n°2 : Fiscalité affectée aux opérateurs du programme
--

Ce tableau recense les ressources fiscales affectées aux opérateurs dont le programme est chef de file. Il n'apparaît qu'en mode consultation. Il est renseigné automatiquement à partir des données saisies dans les tableaux de « compte financier de l'opérateur » (cf. tableau 7). L'écart entre la prévision et la réalisation doit être expliqué.

(en milliers d'euros)		
Intitulé de l'opérateur	LFI 2017	Réalisation 2017
Opérateur 1	9 999 999	9 999 999
Opérateur 2	9 999 999	9 999 999
...	9 999 999	9 999 999
Total	99 999 999	99 999 999

Tableau n°3 : Emplois des opérateurs rémunérés par les opérateurs ou par ce programme

Ce tableau retrace les emplois de tous les opérateurs dont le programme est chef de file. Il n'apparaît qu'en mode consultation. Il est renseigné automatiquement à partir des données du tableau « consolidation des emplois de l'opérateur » (cf. tableau n°9). L'écart entre la prévision et la réalisation doit être expliqué.

Intitulé de l'opérateur ETPT	Réalisation 2016 (1)				Prévision 2017 (3)				Réalisation 2017			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés
Nom opérateur 1	99	99	99	9	99	99	99	9	99	99	99	9
Nom opérateur 2	99	99	99	9	99	99	99	9	99	99	99	9
Total ETPT	999	999	999	99	999	999	999	99	999	999	99	99

(1) La réalisation 2016 reprend la présentation du RAP 2016.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du programme (titre 2).

(3) La prévision 2017 fait référence aux plafonds votés en Loi de finances initiale 2017 (LFI 2017) ou, le cas échéant, en Loi de finances rectificative 2017 (LFR 2017).

Tableau n°4 : Plafond des autorisations d'emplois des opérateurs du programme chef de file

Ce tableau détaille au niveau du programme les différentes mesures qui permettent de passer du plafond d'emplois autorisé en LFI 2017 (ou LFR le cas échéant) au plafond d'emplois exécuté lors du compte financier 2017. Ce tableau est constitué de deux colonnes :

- une première colonne (Prévision ETPT) qui détaille les mesures composant le passage du plafond d'emplois autorisé en LFI 2016 vers le plafond d'emplois autorisé en LFI 2017 (ou LFR le cas échéant). Cette colonne est renseignée automatiquement et n'apparaît qu'en mode consultation ;

- une seconde colonne (Réalisation ETPT) qui détaille les mesures réellement constatées entre le plafond d'emplois exécuté en 2016 et le niveau du plafond d'emplois réalisé en 2017. Cette colonne est à renseigner par le responsable de programme.

L'attention du responsable de programme est appelée sur l'obligation de fournir un commentaire sur les écarts qui pourraient être constatés entre les deux colonnes (à la hausse ou à la baisse) en cas de LFR notamment et en particulier sur le respect du schéma d'emplois. **Par ailleurs, l'exécution du schéma d'emplois 2017 devra être renseignée.**

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
Emplois sous plafond au 31 décembre 2016	999	999
Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2016	9	9
Impact du schéma d'emplois 2017	9	9
Solde des transferts T2/T3	+99	+99
Solde des transferts internes	+9	+9
Solde des mesures de périmètre	-9	-9
Corrections techniques	+9	+9
Abattements techniques	-9	-9
Emplois sous plafond au 31 décembre 2017	999	999

Exécution du schéma d'emplois 2017 en ETP

	Prévision ETP	Exécution ETP
Schéma d'emplois 2017 en ETP	9	9

EXPLICATION DES RUBRIQUES :

Emplois sous plafond au 31 décembre 2016: Le plafond d'emplois en ETPT est celui inscrit au RAP 2016. Il est repris automatiquement sous Farandole.

Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2016 : Impact en ETPT sur le plafond d'emplois 2017 du schéma d'emplois de 2016. *Exemple* : Schéma d'emplois de +4 ETP en LFI 2016 dont un impact de +3 ETPT sur le plafond d'emplois 2016 et de +1 ETPT sur le plafond d'emplois 2017.

Impact du schéma d'emplois 2017 : Impact en ETPT sur le plafond d'emplois 2017 du schéma d'emplois de la Loi de finances pour 2017 et, le cas échéant, de la Loi de finances rectificative 2017.

Solde des transferts T2/T3 : solde des transferts entrants et sortants entre les plafonds d'emplois de l'État (T2) et ceux de des opérateurs (T3). *Mode de calcul* : somme des transferts entrants sur le T3 (et sortants du T2) – somme des transferts sortants du T3 (et entrants sur le T2). *Si le solde est positif* : hausse des emplois sous plafond opérateurs. *Si le solde est négatif* : inverse.

Solde des transferts internes au périmètre des opérateurs (T3) : correspond notamment à des situations de : changement de programme de rattachement d'un opérateur, transferts d'emplois entre opérateurs, fusion d'opérateurs... *Mode de calcul* : somme des transferts internes entrants – somme des transferts internes sortants. *Si le solde est positif* : hausse des "emplois opérateurs" du programme. *Si le solde est négatif* : inverse.

Solde des mesures de périmètre : correspond aux mesures de périmètre des opérateurs du programme. Par exemple : intégration d'une entité nouvelle au périmètre des opérateurs, sortie du périmètre d'un opérateur et donc de ses emplois, sortie de périmètre de certains emplois pour être rémunérés par un organisme non opérateur... *Mode de calcul* : somme des transferts externes entrants dans le périmètre des opérateurs – somme des transferts externes sortants du périmètre des opérateurs. *Si le solde est positif* : hausse des "emplois opérateurs" du programme. *Si le solde est négatif* : inverse.

Corrections techniques : solde des mesures traduisant un affinement et une fiabilisation des mécanismes de décompte des emplois des opérateurs du programme. Par exemple : identification et classification des contrats d'apprentissage, reclassification d'emplois ne répondant plus aux critères du hors plafond, contrats aidés comptabilisés à tort dans les emplois sous plafond, fonctionnaires détachés sur contrat non comptabilisés, mises à disposition entrantes comptabilisées à tort dans les emplois sous plafond... *Mode de calcul* : somme des corrections techniques augmentant les agents à comptabiliser sous plafond – somme des corrections techniques diminuant les agents à comptabiliser sous plafond. *Si le solde est positif* : hausse des "emplois opérateurs" du programme. *Si le solde est négatif* : inverse.

Abattements techniques : ajustements effectués sur la vacance de postes. Le nombre d'abattements techniques devra être inscrit avec un signe « - » devant. *Si le solde est nul* : aucun abattement n'est réalisé. *Si le solde est négatif* : des abattements de postes vacants ont été réalisés. *Le solde ne peut pas être positif*.

Emplois sous plafond au 31 décembre 2017 : La situation du réalisé au 31 décembre 2017 est obtenue via le document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnel.

Partie 2 : présentation détaillée par opérateur

Présentation littéraire de l'opérateur : analyse des résultats par opérateur

La présentation des missions et des activités de l'opérateur ne doit pas figurer dans le RAP, cette présentation étant déjà présente dans le PAP. Cette partie littéraire ne doit concerner que l'analyse des résultats et permettre d'établir un bilan en matière de pilotage stratégique (contrat d'objectifs et de performance, lettre de mission au dirigeant, rendez-vous stratégiques), de politique immobilière (SPSI) ou de rationalisation des fonctions support (parc automobile, achats, informatique...). Exemple : mutualisation des achats ou SI avec les services du/des ministères de rattachement, mise en place d'un schéma directeur informatique.... **Elle doit être synthétique.**

Tableau n°6 : Financement de l'État

Ce tableau est renseigné automatiquement à partir des données saisies par chaque programme financeur dans sa partie JPE. L'écart entre la prévision et la réalisation doit être expliqué même (et notamment) si cet écart s'explique par la mise en réserve. Pour s'assurer de l'exhaustivité des informations figurant dans ce tableau, le responsable du programme chef de file doit se rapprocher des responsables des autres programmes financeurs (voir liste en annexe).

(en milliers d'euros)	Réalisation 2016		LFI 2017		Réalisation 2017	
Programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Programme XXX : libellé du programme	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Subventions pour charges de service public	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Transferts	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Dotations en fonds propres	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Programme YYY : libellé du programme	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Subventions pour charges de service public	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Dotations en fonds propres	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Transferts	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Total	99 999 999	99 999 999	99 999 999	99 999 999	99 999 999	99 999 999

Tableau n°7 : Compte financier 2017 de l'opérateur

Les tableaux du compte financier sont remplis sur la base des documents votés ou présentés au vote de l'organe délibérant.

La colonne « budget initial 2017 » fait référence au budget initial 2017 de l'opérateur, elle est renseignée automatiquement partir des éléments saisis dans Farandole à l'occasion du RAP 2016 ou du PAP 2018.

La colonne « compte financier 2017 » fait référence aux comptes financiers votés ou présentés au vote de l'organe délibérant de l'opérateur. Si au moment de l'élaboration des RAP 2017, l'organe délibérant n'a pas encore arrêté le compte financier, il conviendra d'inscrire le compte financier provisoire tel qu'il a été soumis à une certification par un commissaire aux comptes ou tel qu'il a été adressé à l'organe délibérant. La source des données de réalisation devra être obligatoirement précisée. En l'absence de compte financier arrêté, les données transmises à l'infocentre DGFIP constituent une source d'information qui peut utilement être exploitée.

La colonne « budget initial 2018 » doit être renseignée par le responsable de programme pour tous les opérateurs y compris les EPST. Au stade du RAP, il s'agit d'une pré-saisie en vue de la publication en PAP 2019.

Les données relatives aux ressources fiscales saisies dans les comptes de résultat et tableau de financement abrégé permettront d'alimenter le tableau de récapitulation des ressources fiscales du programme (cf. supra tableau n°2).

Le niveau de trésorerie devra être saisi pour le compte financier 2017 et pour le budget initial 2018.

La présentation du compte financier dans le RAP diffère selon que l'organisme est soumis (a) à la comptabilité budgétaire, (b) à le statut d'Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique (EPST) ou (c) n'est pas soumis à la comptabilité budgétaire.

(a) Organismes soumis à la comptabilité budgétaire (recueil des règles budgétaires des organismes, arrêté du 24 août 2016, pages 34, 36 et 38).

Autorisations budgétaires (en milliers d'euros)						
Dépenses	Budget initial 2017		Compte financier 2017 (3)		Budget initial 2018	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
dont charges de pensions civiles	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999
Fonctionnement	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999
Intervention	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Investissement	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Enveloppe recherche (1)	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
dont personnel	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
dont fonctionnement	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
dont investissement	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Recettes	Budget initial 2017		Compte financier 2017 (3)		Budget initial 2018	
Recettes globalisées	99 999		99 999		99 999	
Subvention pour charges de service public	9 999		9 999		9 999	
Autres financements de l'Etat	9 999		9 999		9 999	
Fiscalité affectée	9 999		9 999		9 999	
Autres financements publics	9 999		9 999		9 999	
Recettes propres	9 999		9 999		9 999	
Recettes fléchées (2)	99 999		99 999		99 999	
Financements de l'Etat fléchés	9 999		9 999		9 999	
Autres financements publics fléchés	9 999		9 999		9 999	
Recettes propres fléchées	9 999		9 999		9 999	
TOTAL DES RECETTES (C)	999 999		999 999		999 999	
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	9 999		9 999		9 999	
SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)	9 999		9 999		9 999	
(1) Le cas échéant						
(2) Montants issus du tableau "Opérations sur recettes fléchées"						
(3) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.						

Tableau d'autorisations budgétaires : La partie dépenses du tableau d'autorisations budgétaires est renseignée automatiquement par les données saisies dans le tableau des dépenses par destination. Le tableau d'autorisations budgétaires doit impérativement être commenté. Chaque rubrique (fonctionnement, intervention, investissement, SCSP, autres financements de l'Etat, fiscalité, autres financements publics, recettes propres) doit être explicitée (grande masse de dépenses, détail des financeurs...). L'écart entre la prévision et la réalisation doit, par ailleurs, être expliqué. Les cellules « Recettes globalisées » et « Recettes fléchées » sont calculées automatiquement à partir des informations saisies dans les autres cellules du tableau.

Equilibre financier							
(en milliers d'euros)							
Besoins	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (4)	Budget initial 2018	Financements	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (4)	Budget initial 2018
Solde budgétaire (déficit) (D2) ⁽¹⁾	99 999	99 999	99 999	Solde budgétaire (excédent) (D1) ⁽¹⁾	99 999	99 999	99 999
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	999	999	999	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursement de (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)	999	999	999
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1) ⁽²⁾	999	999	999	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2) ⁽²⁾	999	999	999
Autres décaissements non budgétaires (e1)	999	999	999	Autres encaissements non budgétaires (e2)	999	999	999
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	9 999	9 999	9 999	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)	9 999	9 999	9 999
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	9 999	9 999	9 999	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)	9 999	9 999	9 999
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a) ⁽³⁾	9 999	9 999	9 999	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a) ⁽³⁾	9 999	9 999	9 999
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	9 999	9 999	9 999	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)	9 999	9 999	9 999
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	99 999	99 999	99 999	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)	99 999	99 999	99 999
(1) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"							
(2) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"							
(3) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"							
(4) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.							

Le tableau d'équilibre financier : son objet de présenter les besoins de trésorerie liés aux opérations budgétaires et non budgétaires. Chaque rubrique doit être explicitée (a minima, les grande masse des besoins et financements et notamment la trésorerie fléchée). Toutes les opérations pour compte de tiers doivent apparaître dans ce tableau. L'écart entre la prévision et la réalisation doit, par ailleurs, être expliqué. Les lignes relatives aux emprunts, prêts, dépôts et cautionnements, opérations au nom et pour le compte de tiers, autres décaissements/encaissements sur comptes de tiers correspondent à des opérations non budgétaires. Les lignes sous-totaux correspondent au total des flux de trésorerie décaissables (impact négatif sur la trésorerie) et encaissables (impact positif sur la trésorerie). Les lignes en gras dans le tableau sont calculées automatiquement à partir des informations saisies dans le tableau d'autorisations budgétaires (cases « Solde budgétaire ») et des informations directement saisies dans le tableau. Pour mémoire, la ligne relative aux soldes budgétaires (déficit/excédent) correspond aux opérations budgétaires issues des tableaux d'autorisations budgétaires. Les cellules « Abondement de la trésorerie non fléchée » et « Prélèvement sur la trésorerie non fléchée » sont renseignées automatiquement en fonction des chiffres saisis dans les autres cellules du tableau.

Compte de résultat							(en milliers d'euros)
Charges	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018	Produits	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018
Personnel	99 999	99 999	99 999	Subvention de l'État	99 999	99 999	99 999
dont charges de pensions civiles	9 999	9 999	9 999	- T3 subventions pour charges de service public (SCSP)	9 999	9 999	9 999
Fonctionnement autre que les charges de personnel	9 999	9 999	9 999	- T6 crédits d'intervention (transfert)	9999	9999	9999
Intervention	99 999	99 999	99 999	Fiscalité affectée	9999	9999	9999
				Autres subventions	99 999	99 999	99 999
				Autres produits	99 999	99 999	99 999
Total des charges	999 999	999 999	999 999	Total des produits	999 999	999 999	999 999
Résultat : bénéfice				Résultat : perte	999	999	999
Total : équilibre du CR	999 999	999 999	999 999	Total : équilibre du CR	999 999	999 999	999 999

Tableau de financement abrégé							(en milliers d'euros)
Emplois	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018	Ressources	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018
Insuffisance d'autofinancement	9 9 99	9999	9 999	Capacité d'autofinancement	9 999	9 999	9 999
Investissements	9 999	9 999	9 999	Financement de l'actif par l'État	9999	9 999	9 999
Remboursement de dettes financières	9 999	9 9 99	9 999	Financement de l'actif par un tiers autre que l'État	999	999	999
				Autres ressources (y compris fiscalité affectée)	9 999	9 999	9 999
				Augmentation des dettes financières	9 999	9 999	9 999
Total des emplois	999 999	999 999	999 999	Total des ressources	999 999	999 999	999 999
Augmentation du fonds de roulement	9 999	9 999	9 999	Diminution du fonds de roulement	9 999	9999	9999

(1) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.

Chaque rubrique de ces deux tableaux doit être explicitée. Dans le cas où le compte financier n'est pas approuvé par l'organe délibérant au moment de la saisie du RAP dans Farandole, il convient de préciser la source des données de réalisation inscrites au RAP.

EXPLICATION DES RUBRIQUES :

CHARGES ET EMPLOIS :

Détails des charges : Les charges du compte de résultat et les emplois du tableau de financement abrégé sont présentés en enveloppes agrégées de crédits (personnel, fonctionnement et intervention pour le compte de résultat et investissement pour le tableau de financement abrégé).

Charges liées au CAS Pensions : Le montant des contributions employeurs dues au titre du compte d'affectation spéciale (CAS) Pensions par les opérateurs concernés (titulaires de la fonction publique étant rémunérés directement par l'opérateur) est à mentionner obligatoirement sein des charges de personnel.

Charges non décaissables : Les charges du compte de résultat comprennent également les charges non décaissables (dénommés aussi charges calculées). Deux types de charges non décaissables sont identifiées : dotations aux amortissements et provisions (DAP), valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (VNC). Un masque de saisie est apparent uniquement sous Farandole.

L'insuffisance d'autofinancement : Cette information est constatée, le cas échéant. Le calcul est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Si vous constatez un écart entre le montant calculé dans Farandole et le montant inscrit dans le tableau de financement de l'opérateur, merci de bien vouloir vérifier les données saisies dans le compte de résultat.

PRODUITS ET RESSOURCES :

Les subventions de l'État : Elles sont constituées des subventions pour charges de service public (SCSP) destinées à couvrir tout ou partie des charges d'exploitation (personnel et fonctionnement) et

des crédits d'intervention/transfert (à l'exception de ceux gérés en compte de tiers).

La fiscalité affectée : Il s'agit des taxes affectées à l'opérateur.

Les autres subventions : Il s'agit des subventions reçues de financeurs publics autres que l'État (collectivités locales, Union européenne, autres organismes).

Les autres produits : Il s'agit des recettes propres de l'opérateur et de ses autres recettes (recettes commerciales, droits d'entrée, produits financiers, taxe d'apprentissage...) et notamment les recettes liées aux ventes de produits ou de prestations à l'État (imputés sur le titre 3 – catégorie 1 de l'État).

Produits non décaissables : Trois types de produits non décaissables sont intégrés à cette ligne : reprises sur amortissements et provisions, produits de cession d'éléments d'actif, quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice. Un masque de saisie est apparent uniquement sous Farandole pour ces produits non décaissables.

La capacité d'autofinancement (CAF) : Le calcul est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Si vous constatez un écart entre le montant calculé dans Farandole et le montant inscrit dans le tableau de financement de l'opérateur, merci de bien vouloir vérifier les données saisies dans le compte de résultat.

Le financement de l'actif par l'État : Il s'agit des dotations en fonds propres destinées à financer les dépenses d'investissement des opérateurs (catégorie 72).

Le financement de l'actif par des tiers autre que l'Etat : Il s'agit des subventions d'investissement et dotations reçues de financeurs publics autres que l'État.

Les autres ressources (y compris Fiscalité affectée) : mécénat...

(b) Etablissements Publics à Caractère Scientifique et Technologique EPST (arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux EPSCP et aux EPST - JORF n°0303 du 31 décembre 2015 texte n°47).

(en milliers d'euros)	Budget initial 2017		Compte financier 2017 (1)		Budget initial 2018	
Dépenses	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	999	999	999	999	999	999
<i>dont charges de pensions civiles</i>	99	99	99	99	99	99
- activités conduites par les unités de recherche	99	99	99	99	99	99
- actions communes	99	99	99	99	99	99
- fonctions support	99	99	99	99	99	99
- hors agrégats	99	99	99	99	99	99
Fonctionnement et investissement non programmé	999	999	999	999	999	999
- activités conduites par les unités de recherche	99	99	99	99	99	99
- actions communes	99	99	99	99	99	99
- fonctions support	99	99	99	99	99	99
- hors agrégats	99	99	99	99	99	99
Investissement programmé et autres opérations en capital	999	999	999	999	999	999
- actions communes	99	99	99	99	99	99
- fonctions support	99	99	99	99	99	99
- hors agrégats	99	99	99	99	99	99
Total des dépenses	999	999	999	999	999	999

(en milliers d'euros)	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018
Recettes	CP	CP	CP
Subvention pour charges de service public des ministères de tutelle	99	99	99
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	99	99	99
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de service	99	99	99
Autres subventions et produits	99	99	99
Total des recettes	99	99	99

(1) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.

Equilibre financier				(en milliers d'euros)			
Besoins	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (4)	Budget initial 2018	Financements	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (4)	Budget initial 2018
Solde budgétaire (déficit) (D2) ⁽¹⁾	99 999	99 999	99 999	Solde budgétaire (excédent) (D1) ⁽¹⁾	99 999	99 999	99 999
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	999	999	999	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursement de (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)	999	999	999
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1) ⁽²⁾	999	999	999	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2) ⁽²⁾	999	999	999
Autres décaissements non budgétaires (e1)	999	999	999	Autres encaissements non budgétaires (e2)	999	999	999
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	9 999	9 999	9 999	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)	9 999	9 999	9 999
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	9 999	9 999	9 999	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)	9 999	9 999	9 999
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a) ⁽³⁾</i>	9 999	9 999	9 999	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a) ⁽³⁾</i>	9 999	9 999	9 999
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	9 999	9 999	9 999	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>	9 999	9 999	9 999
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	99 999	99 999	99 999	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)	99 999	99 999	99 999

(1) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(2) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(3) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

(4) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.

Tableau d'autorisations budgétaires des EPST : Le tableau d'autorisations budgétaires des EPST doit impérativement être commenté. Chaque rubrique (fonctionnement, intervention, investissement, SCSP, contrats et soutiens finalisés, produits valorisés, autres subventions et produits) doit être explicitée (grande masse de dépenses, détail des financeurs...). L'écart entre la prévision et la réalisation doit, par ailleurs, être expliqué.

Tableau d'équilibre financier : L'objet de ce tableau est de présenter les besoins de trésorerie liés aux opérations budgétaires et non budgétaires. Chaque rubrique doit être explicitée (a minima, les grande masse des besoins et financements et notamment la trésorerie fléchée). Toutes les opérations pour compte de tiers doivent apparaître dans ce tableau. L'écart entre la prévision et la réalisation doit, par ailleurs, être expliqué. Les lignes relatives aux emprunts, prêts, dépôts et cautionnements, opérations au nom et pour le compte de tiers, autres décaissements/encaissements sur comptes de tiers correspondent à des opérations non budgétaires. Les lignes sous-totaux correspondent au total des flux de trésorerie décaissables (impact négatif sur la trésorerie) et encaissables (impact positif sur la trésorerie). Les lignes en gras dans le tableau sont calculées automatiquement à partir des informations saisies dans le tableau d'autorisations budgétaires (cases « Solde budgétaire ») et des informations directement saisies dans le tableau. Pour mémoire, la ligne relative aux soldes budgétaires (déficit/excédent) correspond aux opérations budgétaires issues des tableaux d'autorisations budgétaires. Les cellules « Abondement de la trésorerie non fléchée » et « Prélèvement sur la trésorerie non fléchée » sont renseignées automatiquement en fonction des chiffres saisis dans les autres cellules du tableau.

Compte de résultat							(en milliers d'euros)
Charges	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018	Produits	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018
Personnel	99 999	99 999	99 999	Subvention de l'État	99 999	99 999	99 999
dont charges de pensions civiles	9 999	9 999	9 999	- T3 subventions pour charges de service public (SCSP)	9 999	9 999	9 999
Fonctionnement autre que les charges de personnel	9 999	9 999	9 999	- T6 crédits d'intervention (transfert)	9999	9999	9999
Intervention	99 999	99 999	99 999	Fiscalité affectée	9999	9999	9999
				Autres subventions	99 999	99 999	99 999
				Autres produits	99 999	99 999	99 999
Total des charges	999 999	999 999	999 999	Total des produits	999 999	999 999	999 999
Résultat : bénéfice				Résultat : perte	999	999	999
Total : équilibre du CR	999 999	999 999	999 999	Total : équilibre du CR	999 999	999 999	999 999
Tableau de financement abrégé							(en milliers d'euros)
Emplois	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018	Ressources	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018
Insuffisance d'autofinancement	9 9 99	9999	9 999	Capacité d'autofinancement	9 999	9 999	9 999
Investissements	9 999	9 999	9 999	Financement de l'actif par l'État	9999	9 999	9 999
Remboursement de dettes financières	9 999	9 9 99	9 999	Financement de l'actif par un tiers autre que l'Etat	999	999	999
				Autres ressources (y compris fiscalité affectée)	9 999	9 999	9 999
				Augmentation des dettes financières	9 999	9 999	9 999
Total des emplois	999 999	999 999	999 999	Total des ressources	999 999	999 999	999 999
Augmentation du fonds de roulement	9 999	9 999	9 999	Diminution du fonds de roulement	9 999	9999	9999

(1) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.

Chaque rubrique de ces deux tableaux doit être explicitée. Dans le cas où le compte financier n'est pas approuvé par l'organe délibérant au moment de la saisie du RAP dans Farandole, il convient de préciser la source des données de réalisation inscrites au RAP.

EXPLICATION DES RUBRIQUES :

CHARGES ET EMPLOIS :

Détails des charges : Les charges du compte de résultat et les emplois du tableau de financement abrégé sont présentés en enveloppes agrégées de crédits (personnel, fonctionnement et intervention pour le compte de résultat et investissement pour le tableau de financement abrégé).

Charges liées au CAS Pensions : Le montant des contributions employeurs dues au titre du compte d'affectation spéciale (CAS) Pensions par les opérateurs concernés (titulaires de la fonction publique étant rémunérés directement par l'opérateur) est à mentionner obligatoirement sein des charges de personnel.

Charges non décaissables : Les charges du compte de résultat comprennent également les charges non décaissables (dénommés aussi charges calculées). Deux types de charges non décaissables sont identifiées : dotations aux amortissements et provisions (DAP), valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (VNC). Un masque de saisie est apparent uniquement sous Farandole.

L'insuffisance d'autofinancement : Cette information est constatée, le cas échéant. Le calcul est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Si vous constatez un écart entre le montant calculé dans Farandole et le montant inscrit dans le tableau de financement de l'opérateur, merci de bien vouloir vérifier les données saisies dans le compte de résultat.

PRODUITS ET RESSOURCES :

Les subventions de l'État : Elles sont constituées des subventions pour charges de service public (SCSP) destinées à couvrir tout ou partie des charges d'exploitation (personnel et fonctionnement) et des crédits d'intervention/transfert (à l'exception de ceux gérés en compte de tiers).

La fiscalité affectée : Il s'agit des taxes affectées à l'opérateur.

Les autres subventions : Il s'agit des subventions reçues de financeurs publics autres que l'État (collectivités locales, Union européenne, autres organismes).

Les autres produits : Il s'agit des recettes propres de l'opérateur et de ses autres recettes (recettes commerciales, droits d'entrée, produits financiers, taxe d'apprentissage...) et notamment les recettes liées aux ventes de produits ou de prestations à l'État (imputés sur le titre 3 – catégorie 1 de l'État).

Produits non décaissables : Trois types de produits non décaissables sont intégrés à cette ligne : reprises sur amortissements et provisions, produits de cession d'éléments d'actif, quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice. Un masque de saisie est apparent uniquement sous Farandole pour ces produits non décaissables.

La capacité d'autofinancement (CAF) : Le calcul est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Si vous constatez un écart entre le montant calculé dans Farandole et le montant inscrit dans le tableau de financement de l'opérateur, merci de bien vouloir vérifier les données saisies dans le compte de résultat.

Le financement de l'actif par l'État : Il s'agit des dotations en fonds propres destinées à financer les dépenses d'investissement des opérateurs (catégorie 72).

Le financement de l'actif par des tiers autre que l'État : Il s'agit des subventions d'investissement et dotations reçues de financeurs publics autres que l'État.

Les autres ressources (y compris Fiscalité affectée) : mécénat...

(c) Organismes non soumis à la comptabilité budgétaire.

Compte de résultat							(en milliers d'euros)
Charges	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018	Produits	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018
Personnel	99 999	99 999	99 999	Subvention de l'État	99 999	99 999	99 999
dont charges de pensions civiles	9 999	9 999	9 999	- T3 subventions pour charges de service public (SCSP)	9 999	9 999	9 999
Fonctionnement autre que les charges de personnel	9 999	9 999	9 999	- T6 crédits d'intervention (transfert)	9999	9999	9999
Intervention	99 999	99 999	99 999	Fiscalité affectée	9999	9999	9999
				Autres subventions	99 999	99 999	99 999
				Autres produits	99 999	99 999	99 999
Total des charges	999 999	999 999	999 999	Total des produits	999 999	999 999	999 999
Résultat : bénéfice				Résultat : perte	999	999	999
Total : équilibre du CR	999 999	999 999	999 999	Total : équilibre du CR	999 999	999 999	999 999

Tableau de financement abrégé							(en milliers d'euros)
Emplois	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018	Ressources	Budget initial 2017	Compte financier 2017 (1)	Budget initial 2018
Insuffisance d'autofinancement	9 9 99	9999	9 999	Capacité d'autofinancement	9 999	9 999	9 999
Investissements	9 999	9 999	9 999	Financement de l'actif par l'État	9999	9 999	9 999
Remboursement de dettes financières	9 999	9 9 99	9 999	Financement de l'actif par un tiers autre que l'Etat	999	999	999
				Autres ressources (y compris fiscalité affectée)	9 999	9 999	9 999
				Augmentation des dettes financières	9 999	9 999	9 999
Total des emplois	999 999	999 999	999 999	Total des ressources	999 999	999 999	999 999
Augmentation du fonds de roulement	9 999	9 999	9 999	Diminution du fonds de roulement	9 999	9999	9999

(1) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.

Chaque rubrique de ces deux tableaux doit être explicitée (fonctionnement, intervention, subvention de l'Etat, fiscalité, autres subventions, autres produits, investissements, dettes financières, financement de l'actif par l'Etat, financement de l'actif par un tiers autre que l'Etat, autres ressources). Dans le cas où le compte financier n'est pas approuvé par l'organe délibérant au moment de la saisie du RAP dans Farandole, il convient de préciser la source des données de réalisation inscrites au RAP. L'écart entre la prévision et la réalisation doit, par ailleurs, être expliqué.

EXPLICATION DES RUBRIQUES :

CHARGES ET EMPLOIS :

Détails des charges : Les charges du compte de résultat et les emplois du tableau de financement abrégé sont présentés en enveloppes agrégées de crédits (personnel, fonctionnement et intervention pour le compte de résultat et investissement pour le tableau de financement abrégé).

Charges liées au CAS Pensions : Le montant des contributions employeurs dues au titre du compte d'affectation spéciale (CAS) Pensions par les opérateurs concernés (titulaires de la fonction publique étant rémunérés directement par l'opérateur) est à mentionner obligatoirement sein des charges de personnel.

Charges non décaissables : Les charges du compte de résultat comprennent également les charges non décaissables (dénommés aussi charges calculées). Deux types de charges non décaissables sont identifiées : dotations aux amortissements et provisions (DAP), valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (VNC). Un masque de saisie est apparent uniquement sous Farandole.

L'insuffisance d'autofinancement : Cette information est constatée, le cas échéant. Le calcul est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Si vous constatez un écart entre le montant calculé dans Farandole et le montant inscrit dans le tableau de financement de l'opérateur, merci de bien vouloir vérifier les données saisies dans le compte de résultat.

PRODUITS ET RESSOURCES :

Les subventions de l'État : Elles sont constituées des subventions pour charges de service public (SCSP) destinées à couvrir tout ou partie des charges d'exploitation (personnel et fonctionnement) et des crédits d'intervention/transfert (à l'exception de ceux gérés en compte de tiers).

La fiscalité affectée : Il s'agit des taxes affectées à l'opérateur.

Les autres subventions : Il s'agit des subventions reçues de financeurs publics autres que l'État (collectivités locales, Union européenne, autres organismes).

Les autres produits : Il s'agit des recettes propres de l'opérateur et de ses autres recettes (recettes commerciales, droits d'entrée, produits financiers, taxe d'apprentissage...) et notamment les recettes liées aux ventes de produits ou de prestations à l'État (imputés sur le titre 3 – catégorie 1 de l'État).

Produits non décaissables : Trois types de produits non décaissables sont intégrés à cette ligne : reprises sur amortissements et provisions, produits de cession d'éléments d'actif, quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice. Un masque de saisie est apparent uniquement sous Farandole pour ces produits non décaissables.

La capacité d'autofinancement (CAF) : Le calcul est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Si vous constatez un écart entre le montant calculé dans Farandole et le montant inscrit dans le tableau de financement de l'opérateur, merci de bien vouloir vérifier les données saisies dans le compte de résultat.

Le financement de l'actif par l'État : Il s'agit des dotations en fonds propres destinées à financer les dépenses d'investissement des opérateurs (catégorie 72).

Le financement de l'actif par des tiers autre que l'État : Il s'agit des subventions d'investissement et dotations reçues de financeurs publics autres que l'État.

Les autres ressources (y compris Fiscalité affectée) : mécénat...

Tableau n°8 : Dépenses 2017 de l'opérateur par destination
--

Ce tableau est obligatoire pour tous les organismes (soumis ou non à la comptabilité budgétaire) sauf les EPST.

Il est établi en autorisations d'engagement et crédits de paiement pour les organismes soumis à la comptabilité budgétaire et en charges et immobilisations décaissables pour les organismes non soumis à la comptabilité budgétaire (il n'inclut donc pas les dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs). Dans le cas où le compte financier n'est pas approuvé par l'organe délibérant au moment de la saisie du RAP dans Farandole, il convient de préciser la source des données de réalisation inscrites au RAP.

Les destinations et les prévisions sont pré-renseignées avec les données du PAP 2017. Si vous souhaitez modifier les destinations, il vous est demandé de prendre l'attache du bureau opérateurs : <u>Operateurs.budget@finances.gouv.fr</u>

(a) Tableau des dépenses par destination des opérateurs soumis à la comptabilité budgétaire

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
<i>Budget initial 2017</i>										
Compte financier 2017 (1)	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<i>Budget initial 2018</i>										
Destination 1	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999	999 999
Destination 2	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999	999 999
<i>Budget initial 2017</i>	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Compte financier 2017 (1)	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
<i>Budget initial 2018</i>	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999

(1) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.

(b) Tableau des dépenses par destination des opérateurs non soumis à la comptabilité budgétaire

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
<i>Budget initial 2017</i>					
Compte financier 2017 (1)					
<i>Budget initial 2018</i>					
Destination 1	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
Destination 2	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
<i>Budget initial 2017</i>	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Compte financier 2017 (1)	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
<i>Budget initial 2018</i>	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999

(1) Voté ou soumis à l'approbation du conseil d'administration ou soumis à certification du commissaire aux comptes.

Tableau n°9 : Consolidation des emplois de l'opérateur

ETPT	Réalisation 2016 (1)	Prévision 2017 (2)	Réalisation 2017
Emplois rémunérés par l'opérateur :	999	999	999
- Sous plafond	999	999	999
- Hors plafond	99	99	99
<i>Dont contrats aidés</i>	99	99	99
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :	999	999	999
- rémunérés par l'État par ce programme	99	99	99
- rémunérés par l'État par d'autres programmes	99	99	99
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	99	99	99

(1) La réalisation 2016 reprend la présentation du RAP 2016.

(2) La prévision 2017 fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en Loi de finances initiale 2017 ou, le cas échéant, en Loi de finances rectificative 2017.

Les colonnes réalisation 2016 et prévision 2017 sont renseignées automatiquement. Ce tableau doit être commenté : précisions sur les ETPT et justification des variations d'ETPT rémunérés par l'opérateur, écarts constatés entre le plafond d'emplois autorisé en 2017 et la réalisation 2017, précisions sur les emplois mis à disposition par d'autres programmes ou d'autres collectivités et organismes.

Emplois (ETPT) rémunérés par l'opérateur : cette rubrique retrace tous les emplois dont l'opérateur assure la rémunération, quelle que soit leur situation statutaire (corps de fonctionnaires propres des établissements publics, contractuels, agents détachés dans l'établissement, agents de droit privé...) et quelles que soient les missions de l'opérateur auxquelles ils concourent. Le respect du plafond d'emplois en ETPT s'apprécie en moyenne annualisée. **Les ETPT sont à saisir sans décimale**. Les informations demandées distinguent les emplois sous plafond législatif, et les emplois hors plafond (parmi lesquels figurent les contrats aidés, qui font l'objet d'un détail spécifique).

Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur : cette rubrique retrace les emplois rémunérés par l'État ou d'autres collectivités ou organismes, qui sont en fonction dans l'opérateur quelle que soit la position statutaire de ceux-ci (affectation, mise à disposition ou autre). Ces emplois regroupent :

- les ETPT rémunérés par l'État par le programme concerné,
- les ETPT rémunérés par l'État par d'autres programmes de l'Etat,
- les ETPT rémunérés par des tiers (Union Européenne, collectivités locales, établissements publics, etc.).

FOCUS SUR LES DIFFERENTES UNITES DE DECOMPTE DES EMPLOIS

Équivalent temps plein (ETP) : cette unité prend en considération la quotité de travail, mais pas la durée d'activité tout au long de l'année. Il s'agit donc des effectifs physiques de l'établissement, corrigés de la quotité de temps travaillée.

Effectifs physiques x quotité de temps de travail

Exemple : 1 agent à temps partiel, avec une quotité de travail de 60% = 0.6 ETP

Équivalent temps plein travaillé (ETPT) : Il s'agit d'une unité de décompte qui est proportionnelle à l'activité de l'agent, mesurée par sa quotité de temps travaillée et par sa période d'activité dans l'année. Une personne à temps plein (quotité de travail de 100%) présente dans l'établissement toute l'année consomme donc 1 ETPT. Dans une unité de décompte en ETPT, la fraction du temps complet retenue pour les agents travaillant à temps partiel est la fraction du temps complet effectuée par l'agent et **non** la fraction de la rémunération à temps complet perçue par l'agent. Dans une unité de décompte en ETPT, les heures supplémentaires ne sont pas comptabilisées.

Effectifs physiques x quotité de temps de travail x période d'activité dans l'année

Exemple 1 : 1 agent à temps partiel, avec une quotité de travail de 50% présent toute l'année = 0.5 ETPT

*Exemple 2 : 1 agent à temps partiel, avec une quotité de travail de 80 %, présent 6 mois sur 12 : $0.8 * 6/12 = 0.4$ ETPT*

*Exemple 3 : 1 agent à temps plein, présent 3 mois sur 12 (exemple contrats saisonniers) : $1 * 3/12 = 0.25$ ETPT*

Tableaux n°10 : Contribution à la réalisation des dépenses d'avenir (1 et 2)

Depuis les PAP 2011 et jusqu'à l'achèvement de l'utilisation des crédits, les volets « opérateurs » présentent la contribution individuelle de chaque opérateur à la réalisation des dépenses d'avenir (LFR du 9 mars 2010). Les tableaux détaillant la contribution individuelle 2017 de chaque opérateur aux dépenses d'avenir (à titre d'opérateur intermédiaire et/ou de bénéficiaire final) doivent inclure à la fois les dotations consommables et non consommables.

Le tableau n°10 se compose de deux sous-tableaux, le premier concernant les opérateurs intervenant en tant qu'intermédiaires et le second les opérateurs bénéficiaires finaux des crédits des dépenses d'avenir (porteurs de projet). Certains opérateurs ne seront concernés que par l'un de ces deux tableaux, selon qu'ils agissent intégralement soit en tant qu'intermédiaire, soit en tant que bénéficiaire final. Pour les opérateurs intervenant à la fois en tant qu'intermédiaire et bénéficiaire final, les deux sous-tableaux sont à renseigner. Les colonnes « crédits reçus au titre des dépenses d'avenir », « consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 » et « prévision de consommation 2017 » sont pré-remplies des données figurant dans les PAP 2018. Il est demandé aux responsables de programme de vérifier la cohérence de ces données et de signaler toute erreur à la direction du budget qui se chargera de les corriger.

Tableau n°10-1 : PIA 1 en tant qu'opérateur intermédiaire

En tant qu'opérateur intermédiaire

Crédits reçus en 2010 au titre des dépenses d'avenir (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 (2)		Prévision de consommation en 2017 (2)		Consommation réalisée en 2017 (3)	
	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés
99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées du secrétariat général pour l'investissement (SGPI).

(2) Reprise des données figurant au PAP 2018.

(3) Consommation de l'année 2017 (entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017).

Tableau n°10-2 : PIA 1 en tant que bénéficiaire final

En tant que bénéficiaire final

Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2016 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2017 (2)	Prévision de consommation en 2017 (2)	(en milliers d'euros)	
				Crédits reçus au 31/12/2017 (3)	Consommation réalisée au 31/12/2017(3)
99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999

(1) Somme des crédits encaissés / consommés par l'opérateur de 2010 à 2016 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non). Ces chiffres sont repris des PAP 2018.

(2) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2017. Ces chiffres sont repris des PAP 2018.

(3) Crédits réellement reçus / consommés par l'opérateur pendant l'année 2017 (entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017).

Tableau n°10-1 bis : PIA 2 en tant qu'opérateur intermédiaire

En tant qu'opérateur intermédiaire

(en milliers d'euros)

Crédits reçus en 2016 au titre des dépenses d'avenir (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 (2)		Prévision de consommation en 2017 (2)		Consommation réalisée en 2017 (3)	
	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés
99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées du SGPI.

(2) Reprise des données figurant au PAP 2018.

(3) Consommation de l'année 2016 (entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017).

Tableau n°10-2 bis : PIA 2 en tant que bénéficiaire final

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2016 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2017 (2)	Prévision de consommation en 2017 (2)	Crédits reçus au 31/12/2017 (3)	Consommation réalisée au 31/12/2017 (3)
99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999

(1) Prévision du montant cumulé des crédits encaissés / consommés par l'opérateur au 31/12/2016

(2) Prévision de crédits reçus / consommés par l'opérateur pendant l'année 2017. Ces chiffres sont repris des PAP 2018.

(3) Consommation réelle de l'année 2017 (entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017).

Une analyse et des commentaires sur les écarts entre la prévision 2017 et la réalisation 2017, au regard des crédits reçus en 2017 doit être apportée. Pour les opérateurs bénéficiaires finaux : il convient de préciser l'origine des crédits reçus (opérateur intermédiaire) et le(s) projet(s) sélectionné(s).

EXPLICATION DES RUBRIQUES

a) Sous-tableau « en tant qu'intermédiaire » : les entités concernées sont exclusivement celles qui, répondant aux critères de qualification des opérateurs de l'État, ont été désignées explicitement en tant qu'intermédiaire dans le décret n° 2010-442 du 3 mai 2010 fixant la liste des établissements et sociétés mentionnés à l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, modifié par le décret n°2014-1388 du 21 novembre 2014. Les crédits engagés correspondent aux crédits engagés par les décisions du secrétariat général pour l'investissement (SGPI) et les crédits consommés correspondent aux crédits effectivement versés par l'opérateur intermédiaire.

b) Sous-tableau « en tant que bénéficiaire final » : le tableau concerne tous les opérateurs de l'État qui agissent en tant que porteurs de projet et reçoivent des crédits au titre des dépenses d'avenir de la part d'opérateurs intermédiaires. Les informations ne sont pas retracées en autorisations d'engagement et en crédits de paiement dans la mesure où les crédits ne leur seront pas systématiquement attribués sous cette forme. Les crédits reçus et prévisions de crédits correspondent à l'ensemble des crédits encaissés et à recevoir par l'opérateur au titre des différents projets auxquels il participe, qu'il en soit le coordinateur ou non. Ils ont fait l'objet d'une convention d'attribution signée avec un opérateur intermédiaire.

Tableau n°11 : Endettement et engagement hors bilan de l'opérateur

Le recensement de l'endettement inscrit au bilan et des engagements hors bilan des opérateurs constitue une obligation conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n°2006-888 du 19 juillet 2006 modifiée. Ces informations individualisées sont publiées dans le jaune « Opérateurs de l'Etat ».

Seuls sont concernés les opérateurs ayant inscrit :

- dans leur bilan, des dettes de moyen et long terme dont l'échéance est supérieure à un an et dont l'encours est égal ou supérieur à 100.000 €**et/ou**
- dans leur hors bilan, des engagements prévus par les instructions et réglementations comptables en vigueur dont la nature est détaillée ci-dessous.

Ce recensement doit être cohérent avec les indications figurant dans le tableau d'équilibre financier, lorsque ce dernier mentionne des emprunts, notamment.

Sous-tableau des « dettes inscrites au bilan » - situation au 31 décembre 2017 :

Dettes inscrites au bilan de l'opérateur

Nature de la dette	Fondement juridique	Montant inscrit au bilan (en milliers d'euros)	compte comptable concerné	Taux (en %)	Échéance
Dettes comprises entre 1 et 5 ans		9 999 999			
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxx	99 999	9 999	9,9	99/99/9999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxx	99 999	9 999	9,9	99/99/9999
Dettes supérieures à 5 ans		9 999 999			
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxx	99 999	9 999	9,9	99/99/9999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxx	99 999	9 999	9,9	99/99/9999
Total des dettes de l'opérateur		99 999 999			

Ce tableau présente les emprunts souscrits auprès des établissements financiers, les emprunts et autres dettes financières émis sous forme de titres, les prêts et avances reçus de l'Etat ou des collectivités publiques, les dépôts et cautionnement et les instruments financiers à terme ou instruments dérivés, notamment souscrits dans le cadre d'opérations de couverture.

Le tableau distingue les dettes comprises en 1 et 5 ans et celles supérieures à 5 ans. Il existe une entrée pour chaque dette. Cette entrée précise la nature, le fondement juridique (ex : texte institutif de l'établissement pour l'emprunt, dispositions législatives ou réglementaires spécifiques, etc.), le montant (encours), le compte comptable concerné au bilan et le taux d'intérêt et l'échéance de la dette.

Rappel des principaux comptes comptables concernés :

- *comptes 164 et suivants : emprunts auprès des établissements de crédit*
- *comptes 165 et suivants : dépôts et cautionnements reçus*
- *comptes 168 et suivants : autres emprunts et dettes assimilées*
- *compte 1674 : avances conditionnées de l'État et des collectivités publiques*

Les comptes de classe 4 n'ont pas à figurer dans ce tableau.

Sous tableau des « engagements hors bilan » - situation au 31 décembre 2017 :

Engagement hors bilan de l'opérateur

Nature de l'engagement	Fondement juridique	Montant inscrit hors bilan (en milliers d'euros)
Engagements de garantie		
ex: sûretés personnelles (aval, cautionnement, lettre d'intention), sûretés réelles (gage, nantissement), sûretés immobilières (hypothèques)...		9 999 999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	99 999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	999 999
Engagements réciproques		
ex: crédits bails, agios à acquitter jusqu'à remboursement de la dette...		999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx	999
Engagements assortis de garantie		
ex: dettes pour lesquelles l'opérateur a dû accorder elle-même une garantie, dettes contractées à l'égard de créanciers bénéficiant d'un privilège		9 999 999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	99 999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	999 999
Engagements pris en matière de pensions ou obligations similaires (pour les opérateurs qui comptabilisent leurs dépenses de retraite en hors bilan)		
		99 999 999
xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	99 999 999
Total des engagements hors bilan de l'opérateur		9 999 999 999

Les engagements hors bilan sont décrits dans la norme 13 du Recueil des normes comptables pour les établissements publics, précisée par le fascicule 13 de l'instruction comptable commune. Les engagements portés dans l'annexe des comptes de l'organisme répondent à la définition générale des passifs éventuels qui consistent :

- ☐ soit en une obligation potentielle de l'organisme à l'égard de tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'organisme ;
- ☐ soit en une obligation de l'organisme à l'égard de tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

On distingue quatre catégories d'engagements hors bilan :

- les engagements de garantie,
- les engagements réciproques,
- les engagements assortis de garanties
- les engagements pris en matière de pensions ou obligations similaires.

Il existe une entrée pour chaque engagement. Cette entrée précise le fondement juridique de l'engagement hors-bilan (ex : texte institutif de l'établissement pour l'emprunt, dispositions législatives ou réglementaires spécifiques, ...) et le montant de l'engagement. Les engagements retracés ne concernent que les engagements donnés inscrits hors bilan lors du vote du compte financier de l'établissement. Afin de faciliter la lecture, des précisions méthodologiques pourront être ajoutées.

Tableau n°12 : La trésorerie de l'opérateur

L'article 28 de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2018-2022 prévoit que l'annexe au PLF intègre notamment un bilan sur le niveau de trésorerie des opérateurs.

Situation financière(en milliers d'euros)	Budget initial 2017 (1)	Compte financier 2017	Budget initial 2018
Trésorerie au 31/12	99 999	99 999	99 999

(1) Ces informations sont reprises des données saisies du PAP 2018. Il appartient au responsable de programme de vérifier les données saisies, le cas échéant de les compléter.

Tableau n°13 : Présentation des 10 rémunérations les plus importantes des opérateurs et organismes publics contrôlés par l'Etat

Le Parlement a reconduit dans la LPFP 2018-2022 l'exigence d'information sur la somme des 10 plus importantes rémunérations brutes totales (y compris indemnités et parts variables) de chaque opérateur et autres organismes publics contrôlés par l'Etat.

Remontée des informations relatives aux opérateurs

Opérateurs 2017	Statut	Programme chef de file	Somme des 10 plus importantes rémunérations brutes totales de l'organisme en 2017 (en milliers d'euros) y compris indemnités et parts variables.	Commentaires

Les données collectées pour le Jaune Opérateurs 2019 seront intégrées automatiquement dans Farandole. Les informations relatives à l'exécution 2016 seront affichées mais non modifiables. La saisie des informations relatives à l'exécution 2017 demeure du ressort du ministère chef de file.

Remontée des informations relatives aux organismes publics contrôlés par l'Etat

Les organismes soumis à la comptabilité budgétaire mais non opérateurs ont été rattachés à des programmes. Cette opération a été nécessaire afin d'assurer une remontée des informations concernant les organismes n'ayant pas la qualité d'opérateurs. Les données saisies en 2016 sont consultables et modifiables suivant les mêmes modalités qu'exposées pour les opérateurs. En cas d'erreur constatée dans l'affectation de l'organisme ou pour toute demande de modification, il conviendra de saisir la direction du budget (opérateurs.budget@finances.gouv.fr) en mettant en copie votre bureau sectoriel de la direction du budget référent. Nous vous remercions de nous communiquer le programme qui serait alors référent.

Les contrôles de cohérence existants pour la relecture des RAP 2017

A l'instar des exercices précédents, des contrôles automatiques d'aide à la relecture sont prévus pour les RAP 2017. Ils visent à mettre en lumière certains écarts entre les tableaux du RAP, pour que ceux-ci puissent être corrigés ou faire l'objet de commentaires. Ces contrôles automatiques se matérialisent par des messages d'alerte sur l'écran de saisie et lors de la production du document notamment :

- en cas d'absence de données relatives aux transferts (Titre 6) du tableau « récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'État », surtout lorsque de telles données ont été renseignées l'année précédente et lors de la prévision 2017 ;
- en cas d'incohérence entre le plafond d'emplois exécuté pour 2017 au niveau du programme et la somme des plafonds d'emplois exécutés pour 2017 de chaque opérateur de ce programme ;

- en cas d'incohérence des données relatives aux subventions/ressources de l'État entre le tableau « financements de l'État » et les tableaux « compte financier de l'opérateur ». L'incohérence apparente peut se justifier si elle provient de l'écart entre une subvention inscrite TTC au budget de l'État et hors taxe au niveau de l'opérateur ou de l'écart entre subvention avant mise en réserve dans le budget de l'État et après mise en réserve dans le budget de l'opérateur ;

- pour les opérateurs non soumis à la comptabilité budgétaire, en cas d'incohérence entre les données du tableau de la situation patrimoniale du « compte financier de l'opérateur » et celles du tableau « dépenses 2017 de l'opérateur par destination » : le total de chaque colonne du tableau « dépenses 2016 de l'opérateur par destination » doit être inférieur ou égal à l'enveloppe considérée du compte de résultat (pour le personnel, le fonctionnement et les interventions) ou du tableau de financement abrégé (pour l'investissement). L'écart doit correspondre aux charges calculées. Pour faciliter la relecture des RAP, des « sous-contrôles » sont mis en place :

- le total des dépenses de personnel du tableau par destination doit être égal aux charges de personnel inscrites dans le compte financier (compte de résultat) ;
- le total des dépenses d'intervention du tableau par destination doit être égal aux charges d'intervention inscrites dans le compte financier (compte de résultat) ;
- le total des dépenses d'investissement du tableau par destination doit être égal aux charges d'investissement inscrites dans le compte financier (tableau de financement abrégé) ;
- le total des dépenses de fonctionnement du tableau par destination doit être inférieur ou égal aux charges de fonctionnement inscrites dans le compte financier (compte de résultat), la différence devant correspondre aux charges calculées.

- en cas d'incohérence au sein du tableau « compte de résultat » : le total de charges calculées (DAP, VNC) ne peut dépasser les dépenses de fonctionnement et d'intervention. De même, le total des produits calculés (reprises sur amortissements et provisions) ne peut dépasser le total de la ligne recettes propres et autres.

ANNEXE 8

Comptabilité d'analyse des coûts

APPENDICE 1	Principes généraux et nouveautés La procédure CAC dans Chorus applicable au budget général La procédure CAC dans Chorus applicable aux budgets annexes Les acteurs Évolutions récentes et nouveautés
APPENDICES 2 et 2 bis	Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts » pour le budget général et les budgets annexes
APPENDICE 3	Précisions concernant les travaux CAC
APPENDICE 4	Ressources et contacts utiles

APPENDICE 1

Principes généraux et nouveautés

Au RAP 2017, la CAC regroupe, comme au RAP 2016, deux volets : un premier volet comprenant les données budgétaires de la LFI (crédits) et de l'exécution (dépenses), et un second volet pour les données issues de la comptabilité générale (coûts).

La simplification qui a été opérée au RAP 2016 sur le volet « coûts » se poursuit au RAP 2017 : seule une présentation des coûts directs est demandée. Il n'est plus nécessaire d'effectuer les déversements à ce stade. En revanche, le volet « dépenses » demeure présenté en « dépenses complètes » avec déversements.

I. La procédure CAC dans Chorus applicable au budget général

Le traitement des opérations relatives au budget général s'effectue dans CHORUS (paramétrage des déversements et calcul du montant des dépenses complètes). Le résultat de ces opérations est ensuite déversé dans Farandole (l'outil de consolidation budgétaire) via une interface quotidienne (flux FSO) le jour suivant les opérations.

Il est important de noter que les opérations de paramétrage et d'exécution dans Chorus sont à effectuer uniquement pour la production du volet « dépenses complètes ». Les données relatives au volet « coûts directs » seront incrémentées par la direction du budget directement dans Farandole.

Pour le volet « coûts », les commentaires sont à saisir manuellement par les ministères dans l'outil budgétaire Farandole.

II. La procédure CAC (hors Chorus) applicable aux budgets annexes

Ce dispositif concerne les programmes des seuls budgets annexes. À cet effet, le dossier CAC attendu comprend :

1. Les fiches de déversements ;
2. **Les données chiffrées de la CAC ainsi que les commentaires qui sont à saisir manuellement dans l'application budgétaire Farandole** par les responsables des budgets annexes, avec le soutien des comptables publics pour la partie « coûts », et devront donc faire l'objet d'une livraison de jetons selon le calendrier figurant en appendice 2-bis.

III. Les acteurs

Trois niveaux d'acteurs sont identifiés et interviennent dans le processus d'élaboration et de validation de la CAC :

1. Les gestionnaires produisent la CAC dans l'outil :

Garants de la modélisation des règles de déversements pour le volet « dépenses complètes », ils organisent les modalités, contenus et calendrier des échanges à mener au sein de leur ministère en vue de valider au RAP 2017, au travers du tableau des cycles des déversements (TDD), la reprise du modèle établi pour la LFI 2017 (responsables de programme/ CBCM). Ils interagissent de façon étroite avec les responsables de programme et

entretiennent un dialogue renforcé avec les SCBCM, qu'ils associent à la compréhension des actualisations réalisées.

Les gestionnaires CAC réalisent également la ventilation des articles 98 et 99 dans le module CO de Chorus. Cette opération, permettant l'alimentation du volet JPE et préalable à tout calcul de la CAC dans Chorus, impose une transcription dans le TDD en lien avec le gestionnaire budgétaire et les responsables de programmes concernés.

2. Les services du contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM) :

Le département du contrôle budgétaire – DCB – s'associe à la procédure le plus en amont possible. Il contribue ainsi à la validation interne des mises à jour des variables du modèle relatif au calcul des dépenses complètes et vérifie la conformité des paramétrages Chorus au regard du dossier CAC fourni par les ministères. **Seuls acteurs du contrôle à livrer les jetons Farandole du lot CAC à la direction du budget,** ils sont localement garants de la cohérence des volets CAC et agissent comme premiers « valideurs » des résultats de la CAC.

Au RAP, le département comptable ministériel – DCM – sécurise, en lien avec la DGFIP, le montant des coûts directs. Depuis 2014, les données nécessaires à la confection des RAP sont automatiquement déversées dans le module CO sous l'effet du « typage » en amont du plan comptable de l'État (PCE). Afin de vérifier le caractère complet des opérations comptables devant intégrer les coûts directs, **les DCM et la DGFIP s'assurent de l'exhaustivité des écritures prises en compte dans la CAC,** entre autres à travers l'analyse du journal des recopies, **et réintègrent les écritures manquantes** (écritures de neutralisation, écritures sans domaine fonctionnel, etc.).

Les DCM produisent par ailleurs les commentaires du volet « coûts directs » et les communiquent aux gestionnaires CAC pour saisie dans Farandole. Les situations particulières seront étudiées au cas par cas par le bureau de synthèse de la direction du budget en lien avec la DGFIP.

3. **La direction générale des finances publiques (DGFIP) est un contributeur important au RAP.** Responsable en amont de la recopie des données de comptabilité générale, elle assure les conditions de son exhaustivité à travers :
 - un paramétrage adapté des comptes PCE entrant dans le périmètre de la CAC dont elle communique l'état pour le millésime concerné ;
 - une validation des données comptables (coûts directs) issues de la recopie dans Chorus CO ;
 - une sensibilisation suffisante des DCM sur les pratiques comptables portant à conséquence et un copilotage avec la direction du budget des travaux des DCM au RAP 2017.
4. **La direction du budget pilote et consolide l'ensemble des travaux :** les bureaux sectoriels disposent à tout moment des informations tenues dans Chorus et valident la cohérence des RAP sur l'ensemble des volets présentés par programme à travers la relecture des commentaires. Le bureau de synthèse compétent pilote l'ensemble des travaux et valide la cohérence globale de la comptabilité d'analyse des coûts de l'État.

Chaque acteur doit respecter la procédure de validation mentionnée dans le « Guide de prise en main de la CAC dans Chorus » de septembre 2017 (Annexe 10.3 du guide).

Évolutions récentes

Les travaux relatifs à la simplification du processus d'élaboration de la CAC ont porté des évolutions qui sont reconduites pour les travaux aux RAP 2017 :

I. Positionnement du volet CAC du RAP au niveau de la mission avec une présentation des programmes et des actions permettant une meilleure lisibilité des résultats :

- **une note explicative** en en-tête ;
- **un premier histogramme** présente la comparaison par action ou par programme, selon les ministères, des dépenses directes et des dépenses complètes. Il est ainsi plus aisément visible quelle action ou quel programme de politique publique bénéficie des dépenses de soutien et/ou de services polyvalents ;
- **une zone de commentaire** intitulée « **Synthèse des résultats** » située sous cet histogramme ;
- **un second histogramme** présente la comparaison par action ou par programme des dépenses complètes issues de l'exécution 2017 et des crédits complets issus de la LFI 2017 ;
- **une zone de commentaire** intitulée « **Analyse des écarts entre dépenses complètes et crédits LFI complets** » située sous cet histogramme ;
- dans la partie « Dépenses complètes comparées aux crédits LFI complets », **un premier tableau détaille les dépenses complètes par action** incluant la ventilation des dépenses indirectes au sein des programmes et entre programmes ;
- **un second tableau** détaille la ventilation des crédits indirects vers les programmes bénéficiaires ou en provenance des programmes contributeurs **regroupés par mission**.

II. Mise à disposition d'un jeton Farandole propre pour le volet CAC dans le volet « mission », différencié de celui de la mission.

APPENDICE 2

Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts » - Budget général

La finalisation des documents budgétaires implique le **respect des dates butoirs de chaque étape** du calendrier présenté ci-après, ainsi que le respect de la date finale de livraison du lot CAC à la direction du budget, fixée **au plus tard le 21 mars 2018**.

Date limite	ETAPES	Livraisons FARANDOLE
Mardi 16 janvier, jeudi 18 janvier et vendredi 19 janvier 2018	Formation DB/AIFE des gestionnaires CAC	
Mercredi 24 janvier 2018	Communication par les ministères à la DB des décrets de transfert pris en compte en CAC	
Dans la nuit du mercredi 31 janvier au jeudi 1^{er} février 2018	1^{ère} recopie des données d'exécution de la comptabilité budgétaire (D98) dans le module CO de CHORUS – AIFE	
Vendredi 2 février 2018	Envoi par le programme P333 à chaque ministère et à la DB du TDD donnant la répartition des dépenses	
Mercredi 7 février 2018	Paramétrage dans CHORUS par les SPM des cycles émetteurs extérieurs du P333	
Vendredi 9 février 2018	Livraison aux DCB, aux bureaux sectoriels et de synthèse de la DB du dossier CAC par les ministères comprenant les fiches explicatives des déversements propres aux opérations du RAP et le tableau des déversements (TDD) provisoire mis à jour des décrets de transfert et des règles de ventilation des articles 98-99	
Dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 février 2018	2^{nde} recopie (clôture période 14) des données d'exécution de la comptabilité budgétaire (D98) dans le module CO de CHORUS – AIFE (Une 3^{ème} vérification sera à faire le lundi 26/02 au soir en fin de période 15)	
Vendredi 16 février 2018	- Exécution de la variante 98/99 sur la version DFM du gestionnaire - Communication aux DCB et à la DB de l'impression des cycles comprimés et de la valorisation des ratios pour validation en J+2	
Mardi 20 février 2018	Exécution par les ministères de la variante 98/99 en DE1 et DEF	
Mercredi 21 février 2018	Livraison des cycles extérieurs émetteurs dans CHORUS par les ministères émetteurs pour reprise par les ministères récepteurs	
Vendredi 23 février 2018	Livraison des TDD définitifs par les ministères aux DCB et à la DB pour validation	

Date limite	ETAPES	Livraisons FARANDOLE
Lundi 26 février 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Exécution par les ministères récepteurs des variantes extérieures sur la version de travail du gestionnaire (DE1) - Communication de ces variantes aux DCB et à la DB pour validation en J+2 	
Dans la nuit du lundi 26 février au mardi 27 février 2018	Recopie des données d'exécution de la comptabilité générale (C98) dans le module CO de CHORUS – AIFE	
Mardi 27 février 2018	Transmission du journal de recopie par l'AIFE à la DGFIP	
Mardi 27 février (et au plus tard mercredi 28 février 2018)	Communication par la DB à la DGFIP des fichiers d'ajustement des coûts directs extraits <u>par programme</u> du module CO, découpés par périmètres ministériels	
Jeudi 1 ^{er} mars 2018	Exécution par les ministères récepteurs des variantes extérieures sur la version finale du gestionnaire (DEF)	
Jeudi 1 ^{er} mars 2018	Transmission aux DCM par la DGFIP des fichiers de recopie et des fichiers d'ajustement des coûts sur leur périmètre	
Mardi 6 mars 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Exécution par les ministères des variantes internes/externes sur la version de travail du gestionnaire (DE1) - Communication de ces variantes aux DCB et à la DB pour validation en J+2 	
Jeudi 8 mars 2018	Exécution par les ministères des variantes internes/externes sur la version finale du gestionnaire (DEF)	
Vendredi 11 mars 2018, avant midi	<ul style="list-style-type: none"> - Centralisation par la DGFIP des corrections à apporter aux coûts directs, notamment en provenance des DCM et des bureaux de la DGFIP (écritures manquantes sans domaine fonctionnel issues du journal de recopie, écritures de neutralisation et toute autre écriture en anomalie à réintégrer) - Communication à la DB des montants définitifs corrigés des coûts directs <u>par programme</u> pour saisie dans Farandole 	
Jeudi 15 mars 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation par les ministères des commentaires dans Farandole pour le volet « dépenses complètes » - Finalisation par les DCM des commentaires sur les coûts directs et transmission aux ministères pour saisie dans Farandole 	
Vendredi 16 mars 2018	Livraison des commentaires par les ministères aux DCB des commentaires pour les deux volets « dépenses complètes » et « coûts directs »	Livraison du jeton CAC aux DCB
Mercredi 21 mars 2018	Livraison du jeton CAC par les DCB à la DB (bureaux sectoriels et bureau de synthèse)	Livraison du jeton CAC à la DB

APPENDICE 2 - bis

Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts » - Budgets annexes

Date limite	ETAPES	Livraisons FARANDOLE
Vendredi 9 février 2018	Livraison aux DCB, aux bureaux sectoriels et de synthèse de la DB du dossier CAC par les ministères comprenant : - Les fiches explicatives des déversements concernant la LFI 2018 et l'exécution 2018	
Jeudi 8 mars 2018	- Saisie dans Farandole des données relatives aux dépenses directes, dépenses indirectes (déversements) et dépenses complètes - Communication à la DB des coûts directs pour saisie dans Farandole	
Jeudi 15 mars 2018	Saisie des commentaires dans Farandole pour les deux volets « dépenses complètes » et « coûts directs »	
Vendredi 16 mars 2018	Livraison des commentaires par les ministères aux DCB	Livraison du jeton CAC aux DCB
Mercredi 21 mars 2018	Livraison du jeton CAC par les DCB à la DB	Livraison du jeton CAC à la DB

APPENDICE 3

Précisions concernant les travaux CAC

I. Le processus d'élaboration de la CAC dans Chorus

1. La reprise du modèle analytique CAC et de son paramétrage Chorus

Préalable à toute exécution dans Chorus, les gestionnaires produisent le tableau des cycles des déversements propre au RAP. Ce document reprend les règles de ventilation définies et paramétrées dans Chorus pour la LFI 2017 modifiées des éléments caractérisant l'exécution : format des codifications et des domaines fonctionnels, actualisation des montants des déversements extérieurs.

Un modèle de TDD ainsi qu'une fiche technique explicitant sa construction est disponible dans l'annexe 10.1 du « Guide de prise en main de la CAC dans Chorus » de septembre 2017. Il est par ailleurs accompagné du fichier de valorisation des ratios (valorisations définies pour chaque clé de répartition inscrite au modèle).

Le tableau des cycles des déversements inclut par ailleurs les règles relatives à la ventilation des articles 98-99 ainsi que les décrets de transfert pris en compte en CAC.

Points d'attention relatifs à l'actualisation du tableau des cycles des déversements au RAP

- **Le traitement des articles 98-99**

Les dépenses provisoirement imputées en gestion sur les articles 98 et 99 ont vocation en fin d'exercice à être réaffectées aux seules actions de politique publique.

La réimputation de ces dépenses obéit aux mêmes principes de ventilation que la CAC et s'effectue dans le module CAC de Chorus. L'opération est donc confiée aux gestionnaires CAC qui modélisent, paramètrent et exécutent en lien et pour le compte du gestionnaire des crédits, les règles de déversements utiles dans Chorus.

Les résultats de cette répartition alimentent, par voie d'échanges automatisés entre Chorus et Farandole, le volet JPE des RAP.

- **La gestion des déversements extérieurs**

Les déversements extérieurs au RAP concernent d'une part les déversements interministériels prévus en LFI, d'autre part les mouvements liés aux dépenses réalisées sur les crédits transférés en gestion (décrets de transfert).

⇒ *Cas du programme 333*

Le programme 333 « Fonctionnement des DDI et dépenses immobilières des services déconcentrés » créé en rattachement à la mission « Direction de l'action du gouvernement » et inscrit dans le périmètre ministériel des services du Premier ministre (SPM), mutualise, depuis le PLF 2011, une partie des moyens de fonctionnement des services déconcentrés. Par conséquent, il dessert un certain nombre de programmes de politique publique. Son traitement en analyse des coûts, comme tout programme de soutien, permet de préciser la contribution aux différentes politiques publiques exécutées par les directions départementales interministérielles.

Les SPM communiquent, à travers le TDD notamment, les montants et les éléments méthodologiques utiles aux ministères bénéficiaires de la mutualisation (selon le calendrier en appendice 2, **au plus tard le vendredi 2 février 2018**).

⇒ *Cas des décrets de transfert*

Les dépenses sur décrets de transfert à considérer en CAC font l'objet d'accords entre ministères partenaires. A priori, la direction du budget exclura de la proposition d'intégration en CAC, les décrets dont le montant est inférieur à 1 M€ **Les ministères devront donc se rapprocher d'ici mi-janvier 2017 afin de se mettre d'accord sur les montants qui seront pris en compte (montants significatifs entrant dans le périmètre CAC) et devront faire un retour par mail à la direction du budget sur leurs accords au plus tard le 24 janvier 2018.** En cas de désaccord, la direction du budget arbitrera.

Dès lors, les ministères actualisent leur TDD et, le cas échéant, formulent une demande d'élargissement de leur périmètre d'habilitation Chorus afin de paramétrer les règles de répartition correspondantes dans l'outil.

En cas de prise en compte d'un décret de transfert, un commentaire précisant les montants retenus en CAC doit être apporté.

En conclusion, les travaux concernant le P333, tout comme les dépenses réalisées sur décrets de transfert en gestion, obéissent aux jalons CAC-CHORUS définis pour les déversements extérieurs.

2. Un cadencement strict des opérations dans Chorus

Le caractère transversal de la CAC dans Chorus induit une interdépendance permanente entre les productions ministérielles. Toute action d'un ministère dans l'application, impactant l'ensemble du dispositif, doit être coordonnée et synchronisée avec les calendriers des ministères impactés sous peine de blocage du processus global.

II. La restitution de l'analyse des résultats

1. Qualité de la restitution du volet « dépenses complètes »

Comme pour les exercices précédents, la qualité du dispositif reste conditionnée par la maîtrise méthodologique et opérationnelle du processus d'élaboration de l'analyse des coûts (cf. « Guide de prise en main de la CAC dans CHORUS » de septembre 2017).

Une attention particulière est demandée quant à l'amélioration de la qualité des commentaires concernant les résultats obtenus (1^{ère} zone de commentaire sous le 1^{er} histogramme) ainsi que sur la comparaison des crédits complets en LFI avec les dépenses complètes en exécution (2^{ème} histogramme).

2. Modification de la restitution du volet « coûts »

Comme au RAP 2016, seuls les coûts directs du programme seront présentés en comparaison des dépenses directes (sans déversement), avec présentation des données de l'année précédente.

Les commentaires devront être précis et synthétiques et se focaliser sur les principaux motifs justifiant l'écart entre dépenses directes et coûts directs au niveau du programme :

- **montant des dotations ou reprises de provisions/ charges à payer/ amortissements** en s'appuyant sur les restitutions préconisées par la DGFIP dans son guide ;
- **justification de ces montants** (par exemple, augmentation ou diminution des risques dont la nature doit être spécifiée/ opération patrimoniale – acquisition/cession, etc.) ;
- **explication de leur variation par rapport à l'année précédente.**

APPENDICE 4

Ressources et contacts utiles

• **Guide CAC-CHORUS** : « Guide de prise en main de la CAC dans Chorus » de septembre 2017 offrant un contenu détaillé des opérations à mener dans l’outil (également disponible sur Diapason).

• **Cahier pratique d’aide à l’élaboration du volet CAC des RAP** élaboré par la DGFIP.

Acteurs/coordonnées		Attributions
MINISTERES	Voir https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/	<u>Conduite des travaux</u> : Tous : Actualisation des schémas, fiches explicatives des déversements, commentaires d'analyses, saisie dans Farandole (y compris des schémas de déversement) Budget général : production du TDD de la CAC dans CHORUS budget général Budgets annexes : production des matrices de déversements
<u>SCBCM</u> : ■ DCM	Voir https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/	<u>Construction des coûts directs</u> : Validation des coûts directs en lien avec la DGFIP et la DB
■ DCB / DCM	Voir https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/	<u>Validation des résultats</u> de l'analyse dans CHORUS pour le BG et validation dans Farandole du lot CAC pour BG et BA (Livraison des jetons Farandole)
<u>DGFIP /SCE</u> : Chargée de mission DGFIP	Francine PICHOT francine.pichot@dgfip.finances.gouv.fr 01 53 18 69 97	Interlocuteur DGFIP Coordination des travaux des DCM sur la sécurisation des données comptables Actualisation du guide de construction des coûts directs
Bureau CE 1A Production et valorisation des comptes	Florence RENON florence-1.renon@dgfip.finances.gouv.fr 01 53 18 35 56	
Bureau CE 1B Réglementation Comptable	Nathalie CORRADI nathalie.corradi@dgfip.finances.gouv.fr 01 53 18 33 96	
Bureau CE 2A Dépenses de l'État, Rémunérations	Charles SIMONNET charles.simonnet@dgfip.finances.gouv.fr 01 53 18 25 09	
<u>DB</u> : Bureaux sectoriels	cf. liste de rattachement des programmes (guide opérationnel)	Suivi et contrôle de cohérence globale des RAP Validation dans Farandole du lot CAC
Bureau de synthèse 2PERF	Mourad SAIDI mourad.saidi@finances.gouv.fr 01 53 18 65 29	Pilotage général des travaux Accompagnement des ministères et des SCBCM Appui aux bureaux sectoriels de la DB Arbitrages
AIFE Délégation aux Transformations Ministérielles	Laurent PORTEFAIX Laurent.portefaix@finances.gouv.fr	Assistance auprès de la DB

Annexe 9 : Ventilation des dépenses de personnel imputées sur les articles d'exécution 98 ou 99

La nomenclature d'exécution budgétaire comporte en 2017 trente-quatre actions « *dépenses de personnel à reventiler* » réparties sur 31 programmes du budget général :

Ministère LFI 2017 (janvier 2017)	Code Programme 2017	Programme 2017	Code Action personnel à reventiler	action Personnel à reventiler
Affaires étrangères et développement international	105	Action de la France en Europe et dans le monde	99	Dépenses de personnel à reventiler entre les actions du programme
Affaires étrangères et développement international	151	Français à l'étranger et affaires consulaires	99	Dépenses de personnel à reventiler entre les actions du programme
Affaires sociales et santé	124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	98	Personnel des services centraux concourant aux programmes de politique
Affaires sociales et santé	124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	99	Personnel des services déconcentrés concourant aux programmes de politique
Agriculture, agroalimentaire et forêt	142	Enseignement supérieur et recherche agricoles	99	Dépenses de personnel du programme "enseignement supérieur et recherche agricoles" à reventiler
Agriculture, agroalimentaire et forêt	143	Enseignement technique agricole	99	Dépenses de personnel du programme "enseignement technique agricole" à reventiler
Agriculture, agroalimentaire et forêt	215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	99	Dépenses de personnel du programme "conduite et pilotage des politiques de l'agriculture" à reventiler
Économie et finances	134	Développement des entreprises et du tourisme	99	Dépenses de personnel à reventiler du programme "Développement des entreprises et de l'emploi"
Économie et finances	156	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	99	Dépenses de personnel de la direction générale des finances publiques - à reventiler
Économie et finances	218	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	99	Personnel du programme à reventiler
Économie et finances	220	Statistiques et études économiques	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Économie et finances	302	Facilitation et sécurisation des échanges	98	Personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	139	Enseignement privé du premier et du second degrés	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	140	Enseignement scolaire public du premier degré	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	141	Enseignement scolaire public du second degré	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	150	Formations supérieures et recherche universitaire	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	214	Soutien de la politique de l'éducation nationale	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	230	Vie de l'élève	99	Dépenses de personnel concourant au programme
Environnement, énergie et mer	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	98	Dépenses de personnel de l'administration centrale à reventiler entre les actions miroirs des programmes de politiques sectorielles
Environnement, énergie et mer	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	99	Dépenses de personnel en services déconcentrés à reventiler entre les actions miroirs des programmes de politiques sectorielles
Intérieur	152	Gendarmerie nationale	99	Personnel concourant au programme "Gendarmerie nationale"
Intérieur	161	Sécurité civile	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler

Ministère LFI 2017 (janvier 2017)	Code Programme 2017	Programme 2017	Code Action personnel à reventiler	action Personnel à reventiler
Intérieur	176	Police nationale	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Intérieur	216	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Intérieur	232	Vie politique, culturelle et associative	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Intérieur	307	Administration territoriale	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Justice	107	Administration pénitentiaire	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Justice	166	Justice judiciaire	99	Dépenses de personnel concourant au programme à reventiler
Justice	310	Conduite et pilotage de la politique de la justice	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Services du Premier ministre	129	Coordination du travail gouvernemental	99	Dépenses de personnel du programme "coordination du travail gouvernemental" à reventiler
Services du Premier ministre	164	Cour des comptes et autres juridictions financières	99	Personnels à reventiler
Services du Premier ministre	165	Conseil d'État et autres juridictions administratives	99	Dépenses de personnels du programme à reventiler
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	155	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	98	Dépenses des personnels des services centraux concourant aux politiques de l'emploi et du travail
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	155	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	99	Dépenses des personnels des services déconcentrés concourant aux politiques de l'emploi et du travail

Ces dépenses doivent être réparties dans les RAP 2017 sur les autres actions ou sous-actions qui portent des politiques publiques identifiées, afin d'améliorer la qualité de la JPE et de garantir l'exhaustivité des documents transmis au Parlement.

Pour les RAP 2017, cette ventilation est réalisée dans l'outil CHORUS par le gestionnaire CAC dans le respect des modalités précisées par l'annexe 8 sur la CAC (voir rubrique concernant les articles 98 et 99 dans l'appendice 3).

L'exécution T2 ainsi reventilée sera **ensuite déversée dans Farandole** et figurera dans les RAP 2017.

Attention : Tant que cette ventilation n'est pas effectuée dans Chorus, les dépenses du titre 2 des programmes ayant des actions « *dépenses de personnel à reventiler* » sont incomplètes dans les tableaux automatiques présentant la consommation 2017 dans le RAP.

Il est précisé que les crédits à reventiler sont des CP. Les AE T2 seront ensuite présentées dans les RAP 2017 avec les mêmes chiffres que les CP T2 reventilées puisque l'égalité AE=CP, imposée par la LOLF pour le titre 2, doit être respectée.

Le processus de ventilation des crédits doit être reproduit pour chaque action à ventiler, notamment lorsqu'un programme en comporte plusieurs (en 2017, 3 programmes ont deux actions « *dépenses de personnel à reventiler* »).

La ventilation des dépenses de personnel imputées sur les articles d'exécution 98 ou 99 doit être effectuée par les ministères dans Chorus au plus tard le 20 février 2018 (cf. annexe 1 Calendrier).

Annexe 10 : Budgets annexes et comptes spéciaux

L'information fournie au Parlement devra s'inscrire dans le prolongement de celle fournie dans les annexes explicatives et les projets annuels de performance (PAP) du PLF 2017. **Les dates applicables sont les mêmes que celles pour les RAP du budget général.**

1. S'agissant des budgets annexes et des comptes spéciaux dotés de crédits :

Tous **les programmes feront l'objet d'un rapport annuel de performances (RAP)** dont la structure, pour les parties « crédits », « justification au premier euro » et « performance », sera identique à celle des RAP des programmes du budget général, telle que détaillée dans les annexes jointes à la présente circulaire.

Compte tenu de la nature particulière des budgets annexes et comptes spéciaux – qui affectent une recette donnée à une dépense spécifique – **les annexes explicatives au projet de loi de règlement comprendront un volet relatif aux recettes exécutées.** Il convient de **noter que les commissions des finances des deux assemblées ont exprimé des attentes fortes en matière de « JPE » des recettes exécutées**, en particulier sur les comptes spéciaux.

Pour les comptes spéciaux dotés de crédits, la partie « Équilibre du compte » permet une analyse des écarts entre le solde prévu et le solde réalisé. Par ailleurs, le solde cumulé du compte depuis sa création est retracée dans cette partie.

La saisie de l'ensemble des textes s'effectuera dans l'application FARANDOLE, la mise à disposition des lots intervenant **suivant le même calendrier que pour le budget général, sauf pour le lot CAC (cf. annexe 8 – appendice 2 bis).**

2. S'agissant des comptes spéciaux non dotés de crédits (comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires) :

Une information sur les recettes et dépenses opérées sera fournie, sous un format comparable à celui retenu pour la présentation des recettes et dépenses de ces comptes en PLF 2017 (et donc avec la production d'un rapport annuel de performances agréant les différents comptes).

La saisie de l'ensemble des textes s'effectuera dans l'application FARANDOLE, la mise à disposition du lot de chacun de ces comptes intervenant **suivant le même calendrier que pour le budget général et les comptes spéciaux dotés de crédits, sauf pour le lot CAC (cf. annexe 8 – appendice 2 bis).**

Annexe 11 : Saisie dans l'application Farandole

Comme pour les RAP et les PAP précédents, la production des RAP 2017 s'effectue en utilisant l'application Farandole.

Pour information, à partir du PLF 2019 dont la production a lieu à l'été 2018 Farandole devrait être remplacé par une autre application (voir §5 *infra*)

1) Les comptes d'accès à l'application Farandole

Les comptes d'accès à l'application Farandole sont les mêmes que pour les PAP 2018 et/ou les RAP 2016.

Les modifications, créations et suppression éventuelles doivent être demandées au référent « habilitation Farandole » dont chaque ministère dépend :

- charlotte.pannetier@culture.gouv.fr
- ibrahim.abdou-saidi@interieur.gouv.fr
- joris.guillaume@intradef.gouv.fr
- Katarina.MILETIC-LACROIX@sg.social.gouv.fr
- marlene.joseph-sylvestre@finances.gouv.fr
- monique.trobrillant@agriculture.gouv.fr
- pascal.menu@education.gouv.fr (enseignement supérieur et recherche)
- romain.izoir@education.gouv.fr (enseignement scolaire)
- sabine.kolifrat@pm.gouv.fr
- valerie.spraul@outre-mer.gouv.fr
- hortense.dufour@justice.gouv.fr
- thi-khanh.dokiet@developpement-durable.gouv.fr
- victor.manche@diplomatie.gouv.fr

2) Présentation de l'application Farandole

Pour les nouveaux utilisateurs, une **séance de présentation** de l'application Farandole est organisée le mardi 6 février 2018. Un message a été envoyé à ce sujet le 18 janvier.

Les capacités d'accueil de la salle sont maintenant dépassées.

Les guides « utilisateurs » disponibles *via* le lien « Informations et Guides utilisateurs » de la page d'accueil de l'application Farandole sont suffisants pour les **personnes ayant déjà utilisé** l'application pour les PAP ou RAP précédents.

3) Une saisie découpées en lots

Les fascicules des RAP sont présentés par mission (*cf.* maquette des RAP 2017 qui sera mise en ligne *via* le lien « Informations et Guides utilisateurs » de la page d'accueil de l'application Farandole) mais leur élaboration se fait principalement programme par programme et les informations relatives à chaque programme se décomposent en plusieurs parties ou « lots » : performance, JPE, opérateurs...

Une transaction de livraison intégrée à l'application Farandole permet d'avertir la direction du budget que la saisie d'un lot est terminée. Cette livraison dépend du mode d'organisation choisi par le ministère :

- pour les ministères ayant choisi le mode d'organisation à un niveau (saisie unique par la DAF du ministère par exemple), après cette livraison, la direction du budget peut accéder aux données saisies par les ministères dans l'application Farandole pour relecture, correction et validation ;
- pour les ministères ayant choisi le mode d'organisation à deux niveaux (saisie par un RPROG, livraison à la DAF puis modification et livraison par la DAF du ministère par exemple), la livraison finale à la direction du budget est effectuée par la DAF du ministère.

Le calendrier de ces livraisons vous est indiqué en annexe 1.

Même si les RAP sont saisis partie après partie, l'application Farandole permet à tout moment de produire les documents en l'état par lot, par programme ou par mission.

4) Prérequis techniques au bon fonctionnement de Farandole

L'accès à l'application se fait à travers le navigateur **Internet Explorer** depuis un poste de travail de l'administration relié au réseau interministériel ADER (RIE). Pour les ministères financiers l'URL d'accès à Farandole est : <http://farandole.alize>, pour les autres ministères l'URL est : <http://farandole.finances.ader.gouv.fr>

Après connexion par nom d'utilisateur et mot de passe (voir §1) *supra*), l'utilisateur peut accéder à travers des écrans de navigation au(x) mission(s) et programme(s) sur le(s)quel(s) il est habilité.

Les documents produits par Farandole sont au format ODT → Il est **impératif** de disposer du traitement de texte « **Libre Office Writer** » sur le poste de travail pour les consulter dans de bonnes conditions.

Une applet java signée intégrée dans Farandole et basée sur ce traitement de texte Libre Office Writer permet la saisie des parties littéraires (textes riches).

La procédure technique décrivant les prérequis à mettre en œuvre par votre service informatique pour que cette applet java fonctionne sur le poste de travail est disponible via le lien « Informations et Guides utilisateurs » de la page d'accueil de Farandole. Pour pouvoir utiliser cette applet, les ministères passant par un proxy pour accéder au réseau ADER devront le déclarer au bureau de l'informatique et des infrastructures (BII) de la direction du budget : farandole@finances.gouv.fr

À défaut de disposer de cette applet java de façon opérationnelle, vous devrez utiliser la fonction d'export / import de fichier au format ODT. Le traitement de Texte « Libre Office Writer » reste cependant indispensable pour obtenir des fichiers ODT de bonne qualité.

5) Refonte de Farandole pour le PLF 2019

A partir du PLF 2019 dont la production a lieu à l'été 2018 Farandole devrait être remplacée par une autre application.

Le calendrier envisagé pour la mise en production du nouvel outil est le suivant : campagne des transferts du PLF 2019 puis celle des PAP et DPT 2019.

Comme Farandole, ce nouvel outil sera accessible depuis un poste de travail de l'administration relié au réseau interministériel ADER (RIE) mais **contrairement à Farandole**, l'application fonctionnera sans autre prérequis technique **sur les navigateurs** Internet Explorer et Firefox et **ne contiendra pas d'applet Java**.

Des informations supplémentaires fonctionnelles et techniques vous seront fournies en temps utile dans les premiers mois de l'année 2018 concernant ce nouvel outil.